



Des véhicules FIAT en Algérie dès la fin 2023  
**L'usine de production FIAT sera implantée à Oran**

p.6



Béjaïa  
**Coupures intempestives d'électricité par la Sonelgaz**

p.3

# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 16 OCTOBRE 2022 // N°410 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

RÉUNIFICATION PALESTINIENNE ET SOMMET ARABE D'ALGER

## Tebboune réussit là où tous les autres dirigeants arabes avaient échoué

P.2

● L'UE juge "encourageante" la Déclaration d'Alger ● L'Editorial de l'Express : la réconciliation palestinienne actée

P.3



ALGÉRIE-FRANCE : LES SUJETS ÉPINEUX SERONT TRAITÉS LORS DE LA VISITE DU MINISTRE ALGÉRIEN DE L'INTÉRIEUR À PARIS

### L'incontournable passage par les « dossiers qui agacent »

P.3



● Ces dossiers qui fâchent s'appellent visas, sans-papiers, extradition, coopération judiciaire ou encore levée du secret bancaire

CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR L'IMPORTATION DES VOITURES DE MOINS DE 3 ANS EN ALGÉRIE

### Les conditions édictées par la LF 2023

P.3

LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS

### L'Etat a mis sur la table plus de 400 milliards DA

P.5



DÉLIVRANCE DE VISAS AUX ALGÉRIENS

**Borne suggère que le dossier se réglera dans les semaines à venir**

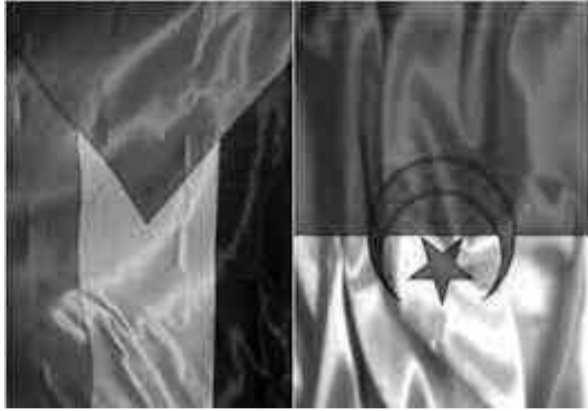
P.2



**CONFIDENTIEL**

## RÉCONCILIATION PALESTINIENNE L'UE JUGE "ENCOURAGEANTE" LA DÉCLARATION D'ALGER

Le bureau de l'Union européenne (UE) en Cisjordanie et à Gaza a salué vendredi la signature de la Déclaration d'Alger ayant sanctionné "la Conférence de rassemblement pour l'unité nationale palestinienne" qu'a abritée l'Algérie. "Les nouvelles des pourparlers palestiniens tenus en Algérie et ayant débouché sur la signature de la Déclaration d'Alger sont encourageantes", a soutenu le représentant de l'UE dans un communiqué, affirmant la disposition de l'UE de "soutenir tous les efforts allant dans ce sens". En outre, le responsable européen a appelé les factions palestiniennes à "conjuguer



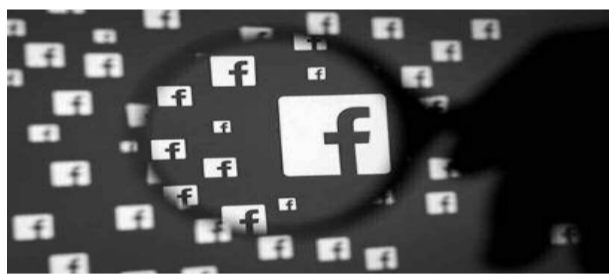
leurs efforts afin d'aboutir à une unité politique palestinienne effective et arrêter un calendrier pour la tenue des élections nationales démocratiques qui constituera une démarche essentielle pour garantir la légitimité démocratique et des représentants

politiques et des institutions palestiniennes". Il convient de rappeler que seize (16) factions palestiniennes ont signé jeudi la "Déclaration d'Alger" en présence du président de la République Abdelmadjid Tebboune et environ 70 ambassadeurs accrédités à Alger.

## LES IDENTIFIANTS D'UN MILLION D'UTILISATEURS FACEBOOK COMPROMIS

Les informations de connexion à Facebook d'un million d'utilisateurs du réseau social sont compromises par des applications Android et iOS. Meta a prévenu ces utilisateurs, leur demandant de changer de mot de passe.

Les chercheurs en sécurité de Meta ont identifié plus de 400 applications mobiles conçues pour voler les informations de connexion à Facebook de leurs utilisateurs. En pra-



tique, pour pouvoir se servir de ces apps, les victimes doivent s'y connecter avec leurs identifiants Facebook. Une fois ces données saisies, elles partent directement dans

la poche des pirates qui peuvent alors s'en servir pour usurper l'identité des utilisateurs, par exemple pour mener des campagnes d'hameçonnage.

## LA MARINE FRANÇAISE A «ACCOMPAGNÉ» UN SOUS-MARIN RUSSE DANS LE GOLFE DE GASCOGNE

Au large du golfe de Gascogne, un sous-marin russe a été «accompagné» par la frégate multi-missions (FREMM) Normandie, a annoncé la Marine nationale française dans une vidéo promotionnelle. La scène se serait dérou-

lée à cent kilomètres des côtes bretonnes, autour du 29 septembre dernier. Sa provenance et sa destination n'ont pas été communiquées. Le Novorossiysk (de classe kilo, selon la typologie Otan), ainsi que le remorqueur Sergey Balk ont été «accom-

pagnés» en «collaboration étroite» avec un patrouilleur espagnol, puis une frégate britannique. Une manœuvre «réalisée en parfaite coordination avec nos alliés», précise la Marine nationale française.

## DÉLIVRANCE DE VISAS AUX ALGÉRIENS: LE DOSSIER SE RÉGLERA DANS LES SEMAINES À VENIR

La cheffe du gouvernement français Elisabeth Borne a passé 24 heures en Algérie. Une visite au cours de laquelle elle a participé à une réunion intergouvernementale avec une quinzaine de ses ministres et leurs homologues algériens, premier pas politique pour relancer la relation Paris-Alger. En

marge d'un entretien accordé à RFI, la cheffe du gouvernement français a avancé que chaque ministre a défini avec son homologue algérien un agenda de travail pour les prochaines semaines. Revenant sur le dossier de la délivrance de visas, Borne dévoile que les échanges intervenus entre Benabderrahmane

et Gerald Darmanin ont été très utiles. «Je pense qu'on se comprend bien, qu'on a pu partager nos attentes réciproques, et je n'ai pas de doute que c'est quelque chose qui va pouvoir se régler maintenant rapidement. Certainement dans les prochaines semaines », a-t-elle dévoilé.

## RÉUNIFICATION PALESTINIENNE ET SOMMET ARABE D'ALGER, LAMAMRA S'EXPRIME :

### TEBBOUNE RÉUSSIT LÀ OÙ TOUS LES AUTRES DIRIGEANTS ARABES AVAIENT ÉCHOUÉ

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a indiqué que ce qui a été réalisé pour la réconciliation palestinienne à Alger, aura un impact positif sur les travaux du Sommet arabe prévus les 1er et 2 novembre à Alger.

"La réconciliation palestinienne est liée au Sommet arabe, étant le baromètre de la capacité des Arabes à s'unir", a affirmé M. Lamamra dans une déclaration à la presse en marge de la signature par les factions palestiniennes de la "Déclaration d'Alger" issue de la conférence d'unification des rangs palestiniens tenue du 11 au 13 octobre. "Lorsque les Palestiniens s'unissent, les Arabes s'unis-



ront plus facilement par la suite", a-t-il ajouté. Qualifiant la Déclaration d'Alger d'initiative de "bon augure" et de "message clair" appelant à l'unification des rangs arabes à l'image de ceux des Palestiniens", M. Lamamra a souligné que "la Palestine demeurera la cause noble des Arabes autour de laquelle

ils devront s'unir et oublier leurs différends". A une question de savoir si l'Algérie était prête à accueillir le Sommet arabe prévu les 1er et 2 novembre, le chef de la diplomatie algérienne a répondu : "Nous sommes à quelques jours du Sommet" et "l'Algérie est prête à 200%".

## BURKINA FASO : IBRAHIM TRAORÉ DÉSIGNÉ CHEF DE L'ÉTAT

Au Burkina, les Forces vives ont adopté une nouvelle Charte de la transition et désigné le capitaine Ibrahim Traoré chef de l'Etat. Agé de 34 ans, ce responsable militaire était à l'origine du coup d'Etat qui a renversé le lieutenant-colonel Paul-

Henry Sandaogo Damiba, il y a deux semaines, a rapporté RFI. Il avait alors assuré qu'il ne resterait pas longtemps, se bornant à assurer les « affaires courantes ». Mais depuis l'ouverture des Assises vendredi matin, son nom semblait faire

l'unanimité. Après plus de 10 heures de débats, les 300 délégués ont adopté une nouvelle Charte de la transition: les Forces vives ont signé l'acte de confirmation de la désignation du capitaine Ibrahim Traoré comme chef de l'Etat.

## L'ARABIE SAOUDITE ANNONCE UNE AIDE FINANCIÈRE A L'UKRAINE

Après un échange téléphonique entre le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane et le président ukrainien Volodymyr Zelensky, l'Arabie saoudite a annoncé une aide humanitaire de 400 millions d'euros pour l'Ukraine. L'Arabie saoudite a annoncé ce samedi une

aide humanitaire de 400 millions de dollars pour Kiev, et son prince héritier Mohammed ben Salmane a parlé au téléphone au président ukrainien Volodymyr Zelensky, a indiqué l'agence de presse officielle SPA, selon BFMTV. Le prince a souligné "la position du royaume de

soutenir tout ce qui contribuera à la désescalade, et la volonté du royaume de poursuivre les efforts de médiation", a précisé SPA. En septembre, Ryad avait joué un rôle inattendu de médiateur, aboutissant à un échange de prisonniers entre Moscou et Kiev.

# L'EXPRESS

Quotidien national d'information  
édité par la  
**SARL ADRA COM**

Adresse : Maison de la  
presse Abdelkader safir,  
02 Rue Farid Zouiouache,  
Kouba, Alger  
Tel/FAX Administration  
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR  
DE LA PUBLICATION:

**ZAHIR MEHDAOUI**  
zahir.mehdaoui1969@gmail.com  
Email:  
redaction@express-dz.com  
Site Web:  
www.lexpressquotidien.dz  
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur  
de l'administration  
et des finances  
**NOURDINE BRAHMI**  
Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA**  
Alger Bab Ezzouar

**PUBLICITÉ :**  
S'ADRESSER À L'AGENCE  
NATIONALE DE  
COMMUNICATION D'ÉDITION  
ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)

Alger : 1, avenue Pasteur  
Tel : (021) 71.16.64 -  
(021)73.71.28  
Fax : (021) 73.95.59 -  
(021)73.99.19  
Mail :  
agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz



ALGÉRIE-FRANCE : LES SUJETS ÉPINEUX SERONT TRAITÉS LORS DE LA VISITE  
DU MINISTRE ALGÉRIEN DE L'INTÉRIEUR À PARIS

# L'incontournable passage par les « dossiers qui agacent »

Si la visite de Macron en Algérie, et qui avait déblayé le terrain, puis celle de Borne, plus protocolaire, n'ont pas avancé dans le sens voulu par Alger, il est à attendre que la visite du ministre algérien de l'Intérieur, Brahim Merad, à Paris, avant fin 2022, devrait permettre des avancées sur plusieurs dossiers épineux.



La forte délégation française qui a appuyé la Première ministre Borne, dans son périple « Algérie-France amitié retrouvée », a fait surtout dans le protocolaire et les dossiers « soft ». Finalement, les deux parties doivent maintenant dépasser les déclarations d'intention pour concrétiser des avancées plus pratiques sur les « dossiers qui fâchent ».

Ces dossiers qui fâchent s'appellent visas, sans-papiers, extradition, coopération judiciaire ou encore levée du secret bancaire.

Si le dossier des visas, un des plus sensibles, « saute aux yeux », il y a pour Alger les avoirs exfiltrés vers la France et qu'elle souhaite recouvrer dans le cadre de la récupération de l'argent détourné et placé à l'étranger.

Sur ces dossiers, le ministre algérien de l'Intérieur, Brahim Merad, aura beaucoup à dire à son homologue français Gérard Darmanin. Le déplacement de Merad constituerait une première depuis très longtemps.

Alger et Paris souhaitent, de toute évidence, aplanir les

divergences et apaiser les tensions autour de la question des visas, de la circulation des personnes, de la reconduction des ressortissants algériens visés par une mesure d'expulsion, mais Alger possède un dossier lourd sur les avoirs placés dans l'Hexagone, qu'elle cherche vite à récupérer, pour honorer un engagement de l'Etat vis-à-vis du peuple.

Si Paris se plaint parfois du manque de coopération d'Alger dans la mise à exécution des Obligations de quitter le territoire français (OQTF) et dans la délivrance des laissez-

passer consulaires permettant à ses ressortissants en situation irrégulière ou ayant fait l'objet d'une expulsion (ils étaient quelque 7 000 personnes à l'été 2021), Alger se plaint de divers autres dossiers pour lesquels Paris se montre peu coopératif, plaçant la balle dans le camp d'une justice indépendante ou dans celle d'organisations humanitaires, dans la liberté d'expression ou encore dans le droit d'asile, autant de motifs qui font grincer Alger des dents.

F. O.

CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR L'IMPORTATION DES VOITURES DE MOINS DE TROIS ANS EN ALGÉRIE

## LES CONDITIONS ÉDICTÉES PAR LA LF 2023

L'importation de la voiture usagée en Algérie a été accompagnée de beaucoup de quiproquos et de malentendus. D'où la nécessité d'y voir plus clair. Pour baliser l'importation de la



voiture, le gouvernement a précisé des conditions dans le cadre du projet de loi de finances de 2023. En fait, le gouvernement autorisera les citoyens à importer des voitures de tourisme de l'étranger, à condition que ce soit une fois uniquement tous les trois ans. Cette exigence pour l'importation de la voiture est conditionnée par une autre, à savoir que le processus de paiement soit prélevé sur leur propre compte devises qui a été ouvert en Algérie. Le gouvernement a précisé ces conditions dans le cadre du projet de loi de finances de 2023, et a souligné que la personne qui fait son importation de véhicule d'occasion doit résider en Algérie et utiliser le véhicule pour ses propres besoins, de le mettre en circulation après les procédures des Douanes, moyennant le paiement de tous les droits et frais prévus par le système de droit commun.

I.M.Amine

BÉJAÏA :

## Coupures intempestives d'électricité par la Sonelgaz

Des citoyens de Béjaïa-Ville ont annoncé hier que la Sonelgaz a procédé, sans avis préalable, à des coupures d'électricité aux abonnés qui ne sont pas acquittés de leurs factures.

Dans le sillage de cette opération, certains clients qui ont réglé dans les temps leurs factures, ont eux aussi été touchés curieusement par ces coupures. Si cette information de coupure à des abonnés n'ayant pas de factures impayées venaient à être confirmée, une enquête doit être diligentée par la direction générale pour situer les responsabilités et appliquer les sanctions qui s'imposent.

Nous avons tenté vainement de joindre par téléphone la direction de Sonelgaz de Béjaïa pour s'enquérir de cette

situation. Si la Sonelgaz a raison de couper aux gros consommateurs (industriels, commerçants...) et aux foyers ayant accumulé plus de trois factures impayées, elle devrait quand même le faire en respectant les procédures y afférentes. Des avertissements de coupure préalables auraient dû être adressés aux concernés avant de lancer cette opération.

La gestion d'une cité ne se fait pas avec les humeurs de responsables quelle que soit leur position, mais par la force et le respect de la loi. Mais de là à couper l'électricité à ceux qui se sont acquittés de leurs factures est un acte illégal et qui appelle à des sanctions disciplinaires contre les responsables.

Z.M.

## L'édito

Par Zahir Mehdaoui



## LA RÉCONCILIATION PALESTINIENNE ACTÉE

Délaissée, poignardée, trahie par certains pays arabes qui ont foulé aux pieds les préceptes de l'Islam et le droit international en normalisant leurs relations avec l'Etat hébreux, la cause palestinienne vient de revenir depuis Alger sur le devant de la scène internationale.

Le Palais des Nations (Club des pins), qui a vu un certain 15 novembre de l'année 1988 la proclamation de la naissance de l'Etat palestinien, a abrité à l'occasion du 34<sup>e</sup> anniversaire de cette proclamation la signature d'un accord historique entre les factions de la résistance palestinienne. Par cette réconciliation et cette réunification des différentes factions, une nouvelle page vient de s'ouvrir pour le combat des Palestiniens pour le recouvrement de la souveraineté sur leurs territoires occupés par l'entité sioniste. La « Déclaration d'Alger » met, en effet, fin à 15 ans de divisions et offre de belles opportunités aux Palestiniens pour donner une nouvelle impulsion à leur lutte.

Car, ce sont justement les tiraillements et divisions qui rongent les rangs palestiniens qui ont encouragé l'entité sioniste à redoubler de férocité et à faire étalage en toute impunité de son expansionnisme sanglant. Ce sont également ces divisions et ces tiraillements des rangs palestiniens qui ont permis que des pays arabes fassent dans les retournements de veste périodiques, la duplicité mielleuse et la politique de l'autruche.

La dispersion des rangs palestiniens a causé des torts importants à la cause palestinienne et l'initiative algérienne vient à point nommé pour ressouder les rangs dispersés des Palestiniens et redonner de la force à leur lutte libératrice. On assistera certainement dans les jours qui viennent à des repositionnements et même à un regain d'intérêt de la part de la communauté internationale à la question palestinienne. Car l'éloignement effectué par certains pays arabes et musulmans par rapport à la cause palestinienne et leur soutien hypocrite à la résistance des Palestiniens, outre d'avoir encouragé les sionistes à multiplier leurs agressions, a refroidi l'intérêt de la communauté internationale par rapport à cette question. Et c'est tout à fait logique. Car comment demander à des Occidentaux, par exemple, de soutenir le combat des Palestiniens, quand leurs « frères arabes » s'en moquent comme d'une guigne et se lient même d'amitié avec le bourreau sioniste. L'histoire retiendra que l'Algérie, connue pour ses fermes positions en diplomatie et en politique étrangère, a toujours été fidèle à la cause palestinienne et n'a jamais lésiné sur aucun effort aussi lourd soit-il pour la soutenir et l'accompagner.

Z.M.

PROMOUVOIR LE STATUT DE LA FEMME ALGÉRIENNE

# La volonté politique y est

**Pour beaucoup d'observateurs, l'Algérie s'emploie activement à consolider et à promouvoir les droits de la femme et enregistre des progrès constants dans l'émancipation de la société. Il reste cependant beaucoup à faire pour réaliser entièrement les objectifs que le pays s'est donné en matière d'émancipation de la femme.**

Nombreux sont ceux qui croient encore que la place de la femme est au foyer. Dans le cas de l'Algérie, comme dans le cas de beaucoup de pays, l'influence des traditions et des coutumes assignent aux femmes un statut de seconde catégorie ainsi que des stéréotypes qui gouvernent la place de la femme dans la société et dans la famille. Toutefois, tout cela est en train de changer.

Des indices font montre de la volonté politique de donner à la femme la place qui lui revient. Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil a souligné, vendredi, 14 octobre, que l'inscription dans la constitution 2022 des questions liées à la femme illustre « la volonté ferme et sincère » du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune quant à la nécessité de promouvoir la place de la femme algérienne et de renforcer son rôle dans l'action politique et socioéconomique, indique un communiqué du Conseil de la nation. Dans une allocution adressée aux participants à la 145e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) tenue à Kigali (Rwanda), M. Goudjil a déclaré que l'Etat algérien accorde un grand intérêt à la participation politique de la femme, considérant cette démarche comme une base essentielle pour la modernisation du système politique et l'édification d'une véritable démocratie, précisant que "l'accent a été mis sur ce principe lors de l'amendement la Constitution en novembre 2020, à travers la constitutionnalisation de l'égalité entre les hommes et femmes, ce qui conforte le statut constitutionnel de la femme algérienne et consacre sa promotion socioéconomique et administrative". "L'inscription dans la Constitution des questions liées à la femme illustre la volonté ferme du président de la République de promouvoir la place de la femme algérienne et de renforcer son rôle dans l'action politique et socioéconomique", a ajouté M. Goudjil dans son allocution lue en son nom par le vice-président du Conseil de la nation, Boumediene Lotfi Chibane. Rappelant les grands efforts sans cesse consentis par



l'Algérie "pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), particulièrement le troisième objectif, ainsi que l'agenda de 2063 de l'Union Africaine (UA)", il a réitéré l'appui des deux chambres du parlement algérien aux efforts pour le développement équilibré entre le Nord et le sud et à consolider la paix et la sécurité internationales. Il a estimé, à ce propos, que "l'Afrique doit s'inscrire dans la logique du non-alignement", appelant "au règlement pacifique des différends et des conflits, conformément aux exigences de la légalité internationale et dans le respect de la souveraineté nationale des Etats, loin de toute ingérence". Lors

des travaux de cette assemblée qui se poursuivent avec les interventions des délégations parlementaires autour du thème du débat général "l'égalité entre les hommes et les femmes et les parlements soucieux du concept du genre, étant des facteurs de changement pour un monde plus résilient et pacifique", le président du Conseil de la nation a réaffirmé "la position de l'Algérie rejetant la poursuite de la tragédie que subit le peuple palestinien. M. Goudjil a condamné l'impunité dont bénéficie l'occupant, dénonçant toute tentative d'annexer d'autres territoires palestiniens ou de changer le statut légal d'El-Qods. Dans ce sillage, M. Saleh Goudjil s'est félicité de

la réussite du dialogue inter-palestinien et de la réconciliation nationale palestinienne sous la supervision du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à quelques jours de la tenue du Sommet arabe prévu à Alger, qui s'attèlera à consacrer l'initiative arabe de paix, encourager les pays arabes à s'engager davantage dans la coopération internationale et à promouvoir la coopération arabo-africaine qui s'avère "prometteuse. Le dialogue, la réconciliation et l'unité des rangs pour atteindre les objectifs suprêmes est un atout de plus pour la communauté internationale qui impactera tous les pays et les peuples", tout comme un foyer

de tension ou une colonisation impacte la sécurité et la paix dans le monde", a ajouté M. Goudjil. Evoquant la question sahraouie, le président de la Haute chambre du Parlement a affirmé que l'Algérie "plaide en faveur du renforcement des efforts de l'ONU pour la reprise des pourparlers entre les parties du conflit le royaume du Maroc et le Front Polisario afin de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, garantissant au peuple sahraoui son droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination conformément aux résolutions onusiennes y afférentes. Pour rappel, le parlement algérien participe aux travaux de la 145e assemblée avec une délégation conjointe des deux chambres, composée de Lotfi Chibane Boumediene, vice-président du Conseil de la nation et chef de la délégation, Mondir Bouden, vice-président de l'APN, Abdelkader Sahli, président de la Commission des affaires juridiques, administratives, des droits de l'homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial, Ahmed Kharchi, membre du Conseil de la nation et membre du Comité exécutif de l'UIP, Fouzia Ben Badis, membre du Conseil de la nation et membre du Comité chargé des questions du Moyen-Orient à l'UIP, Ali Talbi, membre du Conseil de la nation, Farida Ilimi, membre de l'APN et Bouchout Anouar, membre de l'APN.

**Youcef S.**

ACTION UNIFICATRICE DES RANGS ARABES

## Les médias arabes peuvent jouer «un rôle de premier plan»

La Radio algérienne a organisé, récemment une conférence-débat, sur «le rôle des médias arabes dans la promotion et le renforcement de l'action unificatrice des rangs arabes». Intervenant à l'ouverture des travaux, le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a souligné «la nécessité d'accroître les efforts et les capacités du système médiatique arabe et de lui permettre de délivrer son message au niveau régional et international, de travailler au rapprochement des points de vue et de renforcer la

coopération aux niveaux bilatéral et multilatéral afin d'atteindre notre objectif optimal d'unification arabe voulu par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Par ailleurs, soucieux d'éclairer l'opinion publique nationale et arabe, le ministre a appelé à «se pencher sur les nobles tâches de renforcement du dialogue, de la liberté (...) surtout lorsqu'il s'agit d'affronter les partisans de la division, de la dispersion et de la propagation du crime et du terrorisme, qui menacent la stabilité et l'harmonie générale de nos pays», a-t-il souligné.

Pour le ministre de la Communication : «Les défis auxquels la nation arabe est confrontée à l'heure actuelle, que ce soit aux niveaux politique, économique et intellectuel, nécessitent de mobiliser toutes nos capacités pour faire face à de sérieux défis.» Ajoutant que «les médias sont l'un des outils de politique étrangère les plus importants des pays et un moyen très important de façonner l'opinion publique, et il est naturel et logique que les pays utilisent leurs médias à caractère régional et mondial pour gérer

leurs intérêts, protéger leurs acquis et préserver leurs capacités matérielles et morales.» Au sujet de ce Sommet qui a pour ambition la réunification des parties en conflit au niveau arabe, le Bouslimani a souligné «les efforts de l'Algérie pour achever les préparatifs nécessaires à ce Sommet arabe qui contribuerait à unifier le discours des pays arabes et à renforcer leur voix sur la scène internationale, ainsi que leur contribution à relever les défis mondiaux actuels».

**APS**

## 17 octobre 1961 : une minute de silence observée lundi à travers le pays

Dans une correspondance adressée aux membres du gouvernement et aux walis, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a rappelé les dispositions du décret présidentiel 21-392 du 16 octobre 2021 portant consécration de l'observation d'une minute de silence le 17

octobre à 11 h du matin de chaque année au niveau du territoire national et des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger, à la mémoire des Chouhada des massacres du 17 octobre 1961. M. Benabderrahmane a insisté sur « l'impératif d'instruire l'ensemble des services du

gouvernement, centraux ou locaux, ainsi qu'aux instances et aux institutions publiques y relevant, afin d'inviter les cadres, les fonctionnaires, le personnel et les travailleurs à observer une minute de silence le 17 octobre 2022 à 11h du matin». «Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale

à l'étranger doit inviter tous les chefs de nos représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger à observer une minute de silence, aux côtés de tous les cadres et personnels au niveau des centres diplomatiques et consulaires de l'Algérie à l'étranger », selon la même source.

**R.N.**

LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS

# L'Etat a mis sur la table plus de 400 milliards DA

**Le Gouvernement a mis en place les outils et mécanismes nécessaires pour assurer une meilleure régulation et un meilleur approvisionnement des marchés, et pris des mesures pour renforcer le contrôle, réprimer la fraude et durcir les mesures de contrôle aux frontières**



2021, une augmentation de 93%. S'agissant des questions portant sur la pénurie de certains produits de base, et en dépit des mesures prises par le Gouvernement pour garantir leur disponibilité sur le marché, notamment à travers la constitution d'un stock stratégique et l'augmentation de production, des perturbations ont été enregistrées en matière de distribution de ces produits, un problè-

me que le Premier ministre a imputé essentiellement à "la spéculation et la contrebande auxquelles se livrent certains réseaux organisés". M. Benabderahmane a rappelé, dans ce contexte, l'élaboration d'une loi relative à la lutte contre la spéculation illégale, entrée en vigueur début 2022, laquelle prévoit des peines pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison, car portant atteinte à la

sécurité et la stabilité de la société.

Le Gouvernement a mis en place les outils et mécanismes nécessaires pour assurer une meilleure régulation et un meilleur approvisionnement des marchés, et pris des mesures pour renforcer le contrôle, réprimer la fraude et durcir les mesures de contrôle aux frontières, a-t-il indiqué.

Y. B.

L'Etat a alloué entre 2020 et 2022 plus de 400 milliards DA à titre de dépenses directes destinées à la lutte contre la pandémie Covid-19, a fait savoir le Premier ministre, M. Aïmene Benabderahmane. Le Premier ministre répondait aux questions et préoccupations des membres du Conseil de la nation concernant la Déclaration de politique générale du gouvernement, lors d'une plénière présidée par M. Salah Goudjil, président de la chambre haute du parlement, en présence de membres du gouvernement.

Rappelant les mesures prises pour améliorer le pouvoir d'achat du citoyen et préserver l'activité économique et les emplois, le Premier ministre a précisé que "les montants alloués par l'Etat à la charge du trésor public durant la période 2020-2022, se sont élevés à plus de 400 mds DA, sous forme de dépenses directes consacrées à la lutte contre la pandémie Covid-19".

Les dépenses indirectes ont dépassé 600 mds DA, a-t-il indiqué. Le Premier ministre a également abordé la concrétisation

"des décisions et des mesures sociales judicieuses de Monsieur le président de la République", notamment à travers la première augmentation des salaires des fonctionnaires.

Il citera, à ce titre, la révision de la grille indiciaire des salaires et le réaménagement du barème de l'impôt sur le revenu global (IRG), une mesure qui touche les fonctionnaires, les travailleurs et les retraités, faisant état, à ce propos, de plus de 9 millions de personnes concernées par la réduction des taux de l'IRG.

Evoquant l'inflation, il a souligné qu'il s'agit d'un phénomène économique qui n'affectait pas seulement l'Algérie. Concernant les subventions des prix des produits alimentaires de large consommation (huile, lait, céréales et sucre), et l'atténuation de l'impact de leurs prix élevés au niveau mondial sur le citoyen algérien, il a rappelé la mobilisation de ressources financières supplémentaires, en ce sens que l'enveloppe allouée pour subventionner les prix de ces produits a atteint 613 milliards de DA durant cette année, contre 318 milliards de DA en

## L'UNIVERSITÉ D'ORAN FAIT AUGMENTER LE TAUX DE MOBILITÉ D'ÉTUDIANTS

### PLUSIEURS DE SES ÉTUDIANTS ET DE SES ENSEIGNANTS BÉNÉFICIENT DE BOURSES D'ÉTUDES

Plus de 200 mobilités d'étudiants, d'enseignants et de travailleurs de l'Université des sciences et de la technologie "Mohamed Boudiaf" d'Oran (USTO-MB) ont été enregistrées depuis le lancement du programme européen Erasmus+ dans cet établissement, a indiqué, jeudi dernier son recteur. "Depuis 2016, année de lancement de ce programme, nous avons enregistré la mobilité de plus de 200 étudiants, enseignants et travailleurs vers des universités européennes, pour études, formation, enseignement ou perfectionnement et apprentissage", a indiqué, à l'APS, Pr Hammou Bouziane Amine, marge d'une journée consacrée à ce programme. L'USTO-MB est la deuxième université à l'échelle nationale en matière de mobilité et d'échanges avec les universités européennes, après celle de Tlemcen et devant l'université d'Oran 1, a-t-on indiqué. L'USTO a signé vingt-deux conventions d'échanges avec quatorze universités

européennes dans le cadre de ce programmes, a mis en exergue le même responsable. A la faveur d'Erasmus+, les étudiants de l'USTO-MB peuvent bénéficier jusqu'à deux semestres de bourses, les enseignants et les travailleurs en bénéficient, pour leur part, d'une semaine au maximum, a-t-on précisé. Lors de cette journée, une présentation du projet de coopération algéro-européen "DIGITAQ" intitulé "Création de capacités digitales pour le pilotage de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur Algérien", inscrit dans le cadre du projet Erasmus. Lancé en 2021, ce projet prévoit un partenariat entre les universités algériennes de l'USTO MB, d'Oum El Bouaghi, de Ouargla, de Biskra, de Sétif 2, de Bejaïa, de Mascara, de Guelma et d'Alger 1, d'une part, et cinq

établissements européens, d'autre part. Il s'agit pour ces dernières des universités de Lyon 2 (France), de Liège (Belgique), de Lisbonne (Portugal) et de l'Union des universités de la Méditerranée "UNIMED" (Italie), ainsi que le Mouvement français pour la qualité- Rhône Alpes (France). Ce projet cible le renforcement des capacités dans le domaine de l'enseignement supérieur dans le cadre du programme Erasmus+, a-t-on fait savoir. A ce titre, M. Anis Abdallah, membre du projet "DIGITAQ", a précisé à l'APS que le projet, devant prendre fin en 2024 "est à mi-chemin", ajoutant que les équipements ont été acquis dont le serveur central a été installé à l'université d'Ouargla alors que les serveurs locaux sont en phase de positionnement dans les autres établissements universitaires. Le même

responsable a indiqué que ce projet, financé à hauteur de 905.000 euros et dans lequel l'USTO-MB est coordinatrice, vise à renforcer les capacités des universités qui y participent en matière de gestion, de gouvernance, d'assurance-qualité. Le ministère de tutelle a entrepris, selon lui, plusieurs actions pour améliorer la qualité dans l'université algérienne, dont le référentiel national de l'assurance qualité dans les établissements de l'enseignement supérieur (RNAQES), à partir duquel une plateforme digitale sera très prochainement créée pour mettre en place des tableaux de bord pour la gouvernance. Le but étant de préparer des projets d'établissements et de connaître dans le détail l'évolution de chaque établissement, a encore souligné Anis Abdallah.

APS

## « Une subvention de 613 milliards DA aux produits alimentaires »

Dans ses réponses aux questions posées par les sénateurs lors du débat général autour de la déclaration de politique générale du gouvernement, le Premier ministre, Aïmene Benabderahmane, a rappelé les mesures prises par les hautes autorités de l'Etat pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens et atténuer de l'effet de l'inflation. « Nous nous sommes engagés à user du langage de la franchise, car nous n'avons rien à cacher et parce que nous estimons qu'il est de notre devoir d'informer sur les

actions du gouvernement » a-t-il commencé par préciser. Il a affirmé, dès lors, que l'Etat a mobilisé 613 milliards de dinars, en 2022, pour soutenir les produits alimentaires de large consommation. Un budget de 318 milliards de dinars a été alloué, à ce chapitre, l'année précédente, soit une augmentation de 93%. Pour préserver l'activité économique et la viabilité des entreprises durant les deux années de l'épidémie au Covid-19, plus de 400 milliards de dinars ont été débloqués sous forme de

dépenses directes et plus de 600 milliards de dinars pour les dépenses non-directes. Sur l'inflation, le Premier ministre a souligné que le phénomène n'est pas circonscrit à l'Algérie. « Les institutions internationales indiquent que l'économie mondiale est confrontée à des perspectives sombres avec des taux de croissance faibles couplés à des taux d'inflation élevés. Cette situation peut durer plusieurs années, car les prévisions sur la croissance économique mondiale est estimée de 3,1% en 2022 et de 2,9% en 2023,

tandis que l'inflation restera à des niveaux élevés en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement, de l'augmentation des coûts de transport, ainsi que des prix élevés des matières premières, de l'énergie et des produits agricoles en raison de l'épidémie de Covid-19, mais aussi le conflit en Europe de l'Est » a-t-il développé. Il a ajouté que le taux d'inflation devrait atteindre 6,6% à la fin de l'année 2022 dans les pays développés et 9,5% dans les pays émergents.

R. N.

UNE USINE DE PRODUCTION SERA IMPLANTÉE À ORAN

# Des véhicules FIAT en Algérie dès la fin 2023

**Une convention-cadre a été signée jeudi entre le ministère de l'industrie et le groupe italien, Stellantis, qui compte dans son portefeuille la marque italienne.**

Si l'on en croit les déclarations du ministre de l'industrie, M. Ahmed Zaghdar, et le P-DG du groupe italien, Carlos Tavares, les premiers véhicules Fiat fabriqués en Algérie devraient être disponibles dès la fin de l'année 2023. "A partir de la fin de l'année 2023, plusieurs modèles de véhicules de la marque Fiat, fabriqués en Algérie, seront disponibles sur le marché", a-t-il déclaré en marge de la signature de la convention-cadre avec Fiat pour la réalisation d'un projet de production de véhicules touristiques et utilitaires légers à Oran (ouest de l'Algérie). Le choix de FIAT a été motivé par "l'engagement de cette marque à réaliser un transfert technologique effectif ainsi qu'un taux d'intégration qui s'accorde avec les aspirations du ministère pour bâtir une industrie automobile à la hauteur des objectifs fixés, a expliqué M. Zaghdar. L'autre raison qui a motivé la concrétisation de cet accord entre les deux parties a trait au très lent processus de négociations entre les officiels algériens et italiens, enclenché depuis les années 2000. La volonté commune et l'intérêt apporté par les plus hautes autorités des deux pays à ce projet, à leur tête le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et son homologue et ami, Sergio Mattarella, président de la République d'Italie, ont accéléré sa mise à exécution sur le terrain, à la faveur de la convention-cadre signée jeudi entre le département de l'Industrie et le groupe Stellantis, qui compte dans son portefeuille la marque italienne. Le document en question prévoit le lancement d'un projet de construction automobile dans la zone industrielle Tafraoui dans la wilaya d'Oran. En vertu de cette convention-cadre, le constructeur italien lancera en Algérie un projet de construction et de production de véhicules de marque FIAT et développera les activités industrielles et les services après-vente et de pièces détachées de la marque. Le ministre de l'industrie a précisé que les deux partenaires feront en sorte d'atteindre, d'ici à 5 ans, les taux d'intégration prévus dans cet accord, ajoutant que d'autres négociations seront entreprises dans le domaine de la sous-traitance, tout en offrant la possibilité aux entreprises italiennes de sous-traitance de s'installer en Algérie pour contribuer à augmenter le taux d'intégration des véhicules fabriqués localement.



## PAS DE DIFFÉRENCE AVEC LES VÉHICULES FABRIQUÉS AILLEURS

Le groupe italien compte de ce fait apporter aux consommateurs algériens "ce qu'il a de meilleur", a assuré jeudi à Alger, Carlos Tavares. S'exprimant en marge de la signature de la convention, M. Tavares a déclaré qu'il "n'y aura aucun décalage" entre les Fiat qui seront fabriquées dans la zone industrielle Tafraoui dans la wilaya d'Oran et celles fabriquées ailleurs dans le monde, assurant que "le consommateur algérien aura droit aux mêmes modèles et aux mêmes technologies". Pour le P-DG du groupe, "la mission est très claire : avec la marque Fiat, nous allons apporter à la société algérienne ce que nous avons de meilleur pour lui offrir une mobilité sûre, propre et abordable", a-t-il promis. Il a avancé que Fiat apportera à l'Algérie "les modèles, les plates-formes et les technologies", soulignant que le groupe a parfaitement "compris l'intérêt de l'Algérie, à

savoir converger le plus rapidement possible vers une intégration locale, la plus élevée possible", un intérêt qu'il dit partager. Cette intégration va "progresser au fur et à mesure que le marché se développe et que notre part de marché se développe aussi", a-t-il encore assuré, estimant que le marché algérien possédait un "potentiel très important". En tout cas, le ministère de l'Industrie veillera, tel que souligné par le ministre, à jeter des bases solides pour le développement de la filière de l'industrie automobile avec des partenaires "qualifiés" dans ce domaine, et qui contribueront, lors des cinq prochaines années, à augmenter considérablement la contribution de l'industrie dans le Revenu national brut (RNB), à la faveur d'un partenariat gagnant-gagnant.

## ENTRÉE EN PRODUCTION RAPIDEMENT

Pour ce faire, le secteur de l'industrie veillera à la concrétisa-



tion effective de ces projets par un accompagnement soutenu. Une feuille de route a été tracée pour accélérer la réalisation en vue d'une entrée en production en un "temps record".

Cela permettra aux citoyens et aux entreprises économiques de faire l'acquisition de véhicules aux normes internationales, d'une part, et de créer une valeur ajoutée dans notre économie nationale, d'autre part, a souligné le ministre. Les conditions d'exercice de cette activité reposent essentiellement, a-t-il rappelé, sur la création de richesse par l'intégration d'éléments produits localement dans les véhicules fabriqués, pour atteindre, à court terme, des taux correspondant aux investissements qui seront engagés par l'Etat pour assurer un climat idoine au constructeur. "Ne seront approuvés dans cette filière que les projets industriels répondant à cette condition sine qua non", a insisté M. Zaghdar, soulignant dans ce

sens, l'engagement du partenaire italien. Ce projet, a-t-il dit, sera suivi "dans un proche avenir" du lancement d'autres projets répondant aux mêmes exigences d'intégration et de valeur ajoutée, a fait savoir le ministre, soulignant qu'"aucun investissement dans l'industrie automobile reposant sur le simple montage ne sera approuvé". Pour M. Zaghdar, l'Algérie possède tous les atouts pour devenir un pôle industriel dans ce secteur : marché, situation géographique, main-d'œuvre qualifiée et énergie à prix compétitifs. Il a mis en avant l'engagement du ministère à accompagner tout effort visant à créer de la richesse et à soutenir tout investisseur intègre dans ses projets industriels. Le ministre a souhaité que la signature de cette convention marque "le début d'une nouvelle ère industrielle dans notre pays, dans l'industrie automobile, avec la contribution du partenaire italien".

B.K.

## L'INSTITUTION INTERNATIONALE REVOIT À LA HAUSSE SES PRÉVISIONS POUR L'ALGÉRIE

### Le FMI prévoit une croissance de 4,7% en 2022

C'est 2,3% de plus que ce qu'envisageait le FMI en avril dernier, selon son dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales, publié à l'occasion de la tenue des Assemblées annuelles conjointes avec la Banque Mondiale. Le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour l'économie algérienne en 2022 à 4,7%, soit le double de ses précédentes prévisions qui tablaient sur une croissance de 2,4%. C'est 2,3% de plus que ce qu'envisageait le FMI en avril dernier, selon son dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales, publié à l'occasion de la tenue des Assemblées annuelles conjointes avec la

Banque Mondiale. Pour l'année 2023, le Produit intérieur brut (PIB) réel algérien devrait enregistrer une croissance de 2,6%, selon les nouvelles projections de l'institution de Bretton Woods, basée à Washington. Les précédentes prévisions en avril tablaient sur une croissance de 2,4%. Par ailleurs, le solde des transactions courantes de l'Algérie devrait repasser à la zone positive, pour s'établir à 6,2% du PIB (contre 2,9 % anticipé en avril) et 0,6% du PIB en 2023. Le solde des transactions courantes représentait -2,8% du PIB en 2021, d'après le même rapport. Concernant l'emploi, le Fonds estime que le chômage va reculer sensiblement en Algérie les années à venir. Ainsi,

l'institution de Bretton Woods a revu à la baisse ses projections pour les années 2022 et 2023, tablant sur un taux, respectivement, de 11,1% et 9,8%, alors qu'elle prédisait dans son rapport d'octobre une hausse de chômage à 14,7% en 2021. L'année dernière, le taux de chômage a atteint 13,4% selon le FMI qui prévoyait, il y a six mois, un taux de 14,1% en 2021. Selon le rapport du FMI, (Avril 2022), les pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient et Asie centrale (MOAC) bénéficieront de perspectives plus favorables en 2022 en raison d'une hausse de la production de pétrole conformément à l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses

alliés (Opep+), de cours pétroliers plus élevés que prévu. Pour l'ensemble de la région Moyen-Orient et Asie centrale (MOAC), le FMI prévoit une croissance de 5% en 2022 et 3,6% en 2023, "des taux qui reflètent largement les perspectives favorables pour les pays producteurs des hydrocarbures". La manne pétrolière associée au renchérissement du pétrole devrait améliorer ainsi les soldes budgétaires et extérieurs de ces pays, souligne encore le FMI. En outre, des facteurs nationaux spécifiques joueront un rôle en 2022 : en Algérie, l'activité agricole devrait bénéficier d'une pluviométrie plus normale après la sécheresse de 2021.

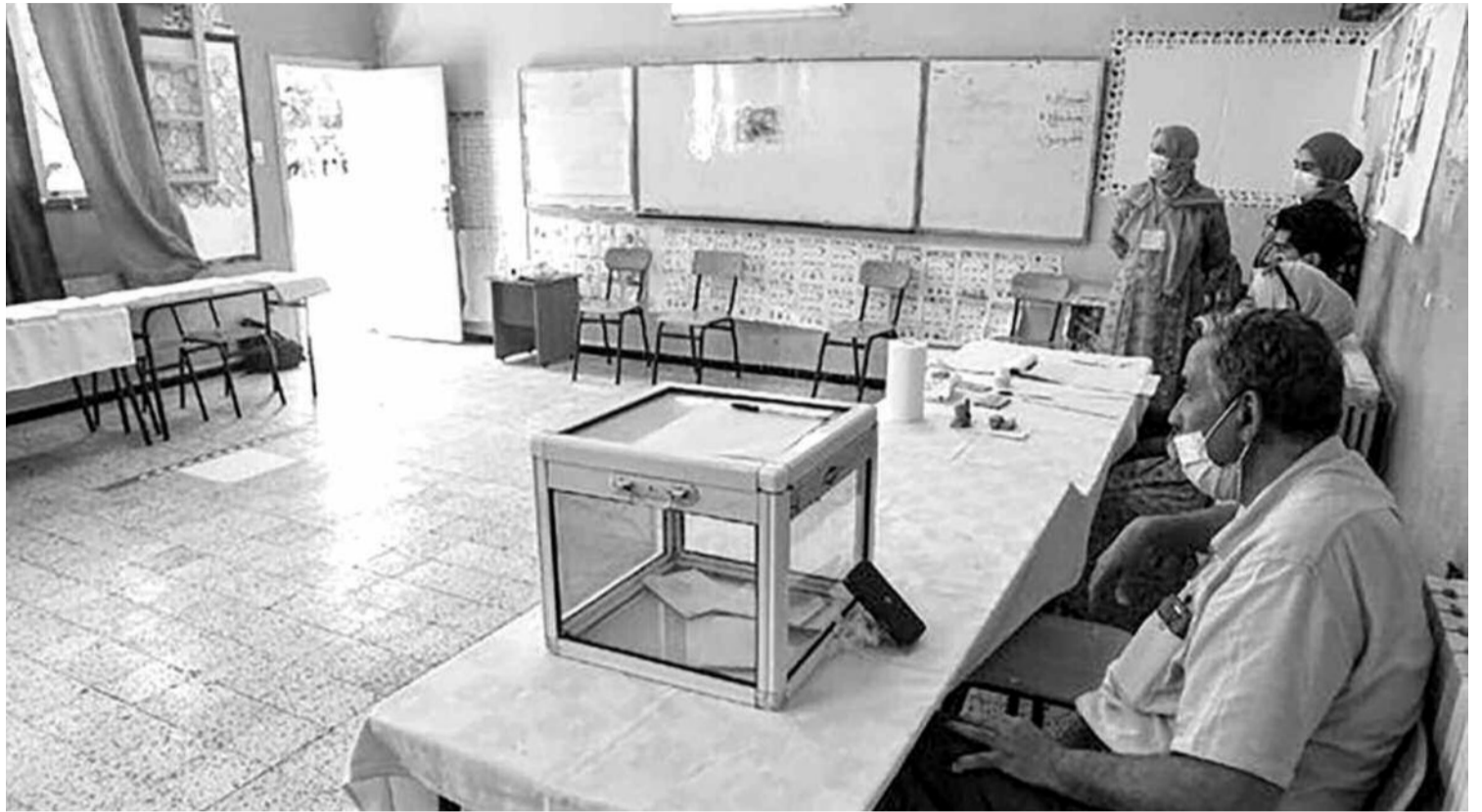
B.K.

ELECTIONS COMMUNALES PARTIELLES À TIZI-OUZOU ET BÉJAÏA

# Forte affluence dans les bureaux de vote

**Les premiers électeurs ont commencé à affluer, hier, vers les bureaux de vote pour élire leur représentant dans six Assemblées populaires communales (APC) à Tizi-Ouzou et Béjaïa.**

Les bureaux de vote des communes de Feraoun, M'cisna, Akbou et Toudja, à Béjaïa, et celles d'Aït Mahmoud et Aït Boumahdi, à Tizi-Ouzou, concernées par les élections locales partielles, ont commencé à accueillir les électeurs, dès leur ouverture, dans de bonnes conditions, est-il remarqué. "Tous les bureaux de vote ont été dotés des moyens humains et matériels nécessaires pour le bon déroulement du scrutin. Ils ont tous ouvert leurs porte, comme prévu à 8h00, ont affirmé les délégués locaux de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), de Tizi-Ouzou, Kana Rachid, et de Béjaïa, Mouloud Bougrida. Les communes de Feraoun, M'cisna, Akbou et Toudja, à Béjaïa, et celles d'Aït Mahmoud et Aït Boumahdi, à Tizi-Ouzou, sont concernées par ces élections locales partielles. Au total, 27 bureaux et 11 centres de vote seront ouverts dans les communes d'Aït Mahmoud et d'Aït Boumahdi, alors que 40 centres de vote engloberont un total de 133 bureaux pour les quatre communes de Béjaïa. Les deux wilayas comptent un total de 57.650 électeurs inscrits, 46.779 à Béjaïa et 10.871 à Tizi-Ouzou. A Tizi-Ouzou, deux partis politiques, le Front des forces socia-



listes (FFS) et le Rassemblement national démocratique (RND), et 4 listes indépendantes (Tiguejda, Tasqamouts N'Oussirem, Imnayen N'Elkheir et Tagmats), briguent les sièges des deux APC. Les APC d'Aït Mahmoud et Aït Boumahdi comptent un corps électoral de 10.871. Les deux communes comprennent chacune 13 sièges à pourvoir. Les 10 villages de la commune d'Aït Mahmoud comptent 5.621 électeurs inscrits, 6 centres et 14 bureaux de vote. Les cinq (5) villages d'Aït Boumahdi comptent un total de 7.250 électeurs inscrits, pour lesquels 5 centres de vote et 13 bureaux de vote ont été prévus.

**DOUZE LISTES ÉLECTORALES** A Béjaïa, les communes d'Akbou, Toudja, Feraoun et M'cisna comptent ensemble un corps électoral établi à 46.779 électeurs. Akbou, avec ses 8 villages, est la plus grande des quatre communes concernées par le vote. Elle réunit, à elle seule, 26.180 électeurs inscrits et englobe 14 centres et 67 bureaux de vote.

Feraoun, avec ses 13 villages, compte 10.432 électeurs inscrits, 10 centres et 37 bureaux de vote. Quant à Toudja, où sont implantés 43 villages, le nombre d'électeurs est établi à 5432, et la commune dispose de 9 centres qui incluent 22 bureaux de vote,

alors que M'cisna qui comprend 7 villages, compte 4735 électeurs inscrits, 7 centres et 7 bureaux de vote. Prennent part aux communales partielles à Béjaïa douze (12) listes électorales, dont huit (8) indépendantes et trois de partis politiques, à savoir le Front de libération nationale (FLN) avec 2 listes, et le Rassemblement national démocratique (RND) et le Front des forces socialistes (FFS) avec une (1) liste chacun. L'Assemblée populaire communale d'Akbou comptent 23 sièges à pourvoir, Feraoun en compte 15, alors que Toudja et M'cisna en comptent chacune 13. Le président de l'Autorité nationale indépendante

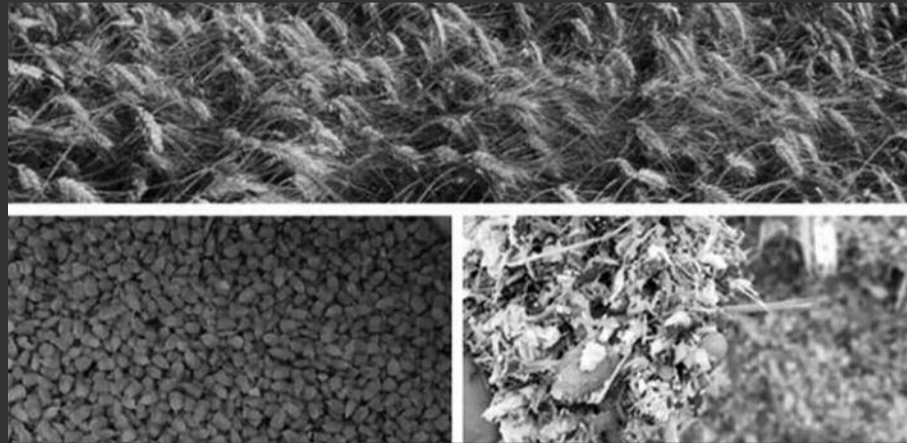
des élections (ANIE), Mohamed Charfi, avait affirmé dans une conférence de presse à Alger le 6 septembre dernier, la mobilisation de tous les moyens nécessaires à la réussite de ces élections locales partielles. M. Charfi avait souligné "la mobilisation de l'ensemble des membres des délégations de wilayas et de communes relevant de l'autorité, en prévision de cette échéance électorale". Pour rappel, lors des élections locales du 27 novembre 2021, les six communes concernées par ces élections n'ont pas été pourvues d'élus faute de candidats, d'où l'organisation de ces partielles.

R.R.

ADRAR

## Perspectives prometteuses pour les filières agricoles stratégiques

L'activité agricole à Adrar qui a pris son essor depuis le recouvrement de la souveraineté nationale grâce aux efforts consentis par l'État, s'ouvre des perspectives prometteuses pour le développement des filières stratégiques susceptibles de contribuer à atteindre la sécurité alimentaire. La wilaya jouit de potentialités agricoles, à la faveur des succès remportés par des agriculteurs locaux ayant relevé le défi de donner, tout au long de six décennies, une nouvelle impulsion au secteur avec l'appui continu des pouvoirs publics, au travers la mobilisation d'importants moyens. Outre le soutien financier, les efforts des pouvoirs publics s'articulent autour de l'arsenal juridique et organisationnel visant à développer l'agriculture dans les régions du Grand Sud, à l'instar de la loi n 87-19 du 8 décembre 1987 déterminant le mode d'exploitation des terres agricoles du domaine national et fixant les droits et obligations des producteurs. Au lendemain de l'indépendance, Adrar a pu franchir de grands pas pour se positionner parmi les wilayas pionnières dans le Sud du pays, en matière de passage du système traditionnel d'irrigation, notamment les Foggara (canalisation souterraine d'irrigation des jardins et palmiers), vers la mécanisation agricole à travers l'introduction du système d'irrigation de grandes cultures sous-pivot. La première expérience d'introduction de cette nouvelle technologie à Adrar a été effectuée dans les années 1980 dans une exploitation agricole relevant de la commune



d'In-Zghmir (100 km au Sud du chef-lieu de wilaya). Elle avait encouragé plusieurs agriculteurs et porteurs de projets désirant investir dans cette wilaya de l'extrême Sud du pays, où toutes les conditions sont réunies y compris l'appui et l'accompagnement technique, qui s'est traduit par la création de nouveaux périmètres agricoles et l'ouverture d'antennes d'institutions et instituts techniques. Cette démarche vient en application des réglementations visant à promouvoir l'activité agricole notamment dans les régions du Sud, telle que la circulaire interministérielle du 23 février 2011 fixant les conditions et modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat. Cet arsenal juridique a été consolidé, ces dernières années, par le plan de relance économique

portant sur la diversification de l'économie nationale et la promotion des exportations hors-hydrocarbures, surtout à travers la promotion de l'activité agricole, en tant que levier majeur pour le développement de l'économie nationale. S'agissant de l'investissement agricole, la wilaya d'Adrar a enregistré une avancée considérable en la matière, se répercutant positivement sur la production et le rendement, ainsi que sur la superficie agricole exploitée. A titre d'exemple, la surface dédiée à la production céréalière sous-pivot a connu une hausse, passant d'un millier d'hectares avec 60 pivots dans les années 80, à plus de 15.000 hectares et 500 pivots en 2022. Selon les données de la Direction des services agricoles, la wilaya compte des périmètres totalisant une superficie de plus de 619.000 ha dont 60% est exploitable et ce, compte

tenu des mesures prises pour donner une nouvelle dynamique à l'agriculture, notamment en ce qui concerne les opérations liées au raccordement de ces périmètres aux réseaux d'électrification. Dans cette optique, le secteur prévoit le raccordement de 168 périmètres agricoles au réseau électrique, dans le cadre du programme d'accompagnement énergétique initié par les hautes autorités du pays, a indiqué Ider Mohamed, chef de service à la DSA, signalant que ce projet englobe un total de 5.620 exploitations, dont les travaux de raccordement sont en cours au niveau de plus de 1.840 exploitations. Il s'agit de la réalisation de 564 km de réseau électrique pour une enveloppe globale de plus de 1,6 milliard DA, a-t-il révélé. Concernant la production, Adrar a réalisé, au titre de la dernière saison agricole (2021-2022), près de 88 000 quintaux de maïs sur une superficie de 1.746 ha, avec un rendement estimé à plus de 50 qx/ha, a-t-on ajouté. L'antenne de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI) à Bougtob (El-Bayadh) s'est occupée de la collecte de la part du lion de la récolte, à savoir 81.000 qx de maïs réalisés sur une surface de 1.653 hectares. Durant la même période, la récolte de la maïsiculture fourragère a dépassé les 600.000 qx, récoltés sur une superficie globale de 6.000 ha, avec un rendement de 360 qx/ha, alors que la production du blé dur a atteint les 500.000 qx sur plus de 10.000 ha sous-pivots, en sus de quelque 2.000 qx de blé tendre réalisés sur 65 ha.

APS

# SOLUTIONNER LA CRISE MONDIALE COMPRENDRE L'ESSENCE DE



PAR ABDERRAHMANE MEBTOUL  
Professeur des universités, docteur d'Etat  
en sciences économiques 1974,  
expert international  
Directeur d'études ministère Energie, Sonatrach 1974/1990-1990/1995-2000/2007-  
2013/2016.

**Le devoir de mémoire est fondamental pour ne pas renouveler les erreurs du passé. A ce titre, face aux crises économiques actuelles, avec leurs spécificités, notamment les tensions en Ukraine, en Asie avec Taiwan, il m'a paru nécessaire d'analyser l'essence de la crise d'octobre 1929 et celle d'octobre 2008.**

**S**elon le rapport de la Banque mondiale en date du 15 septembre 2022, la hausse générale et simultanée des taux directeurs en réponse à l'inflation accentuée le spectre d'une récession mondiale en 2023. Si les perturbations de l'offre et les pressions sur les marchés du travail ne s'atténuent pas, les hausses de taux d'intérêt pourraient porter l'in-

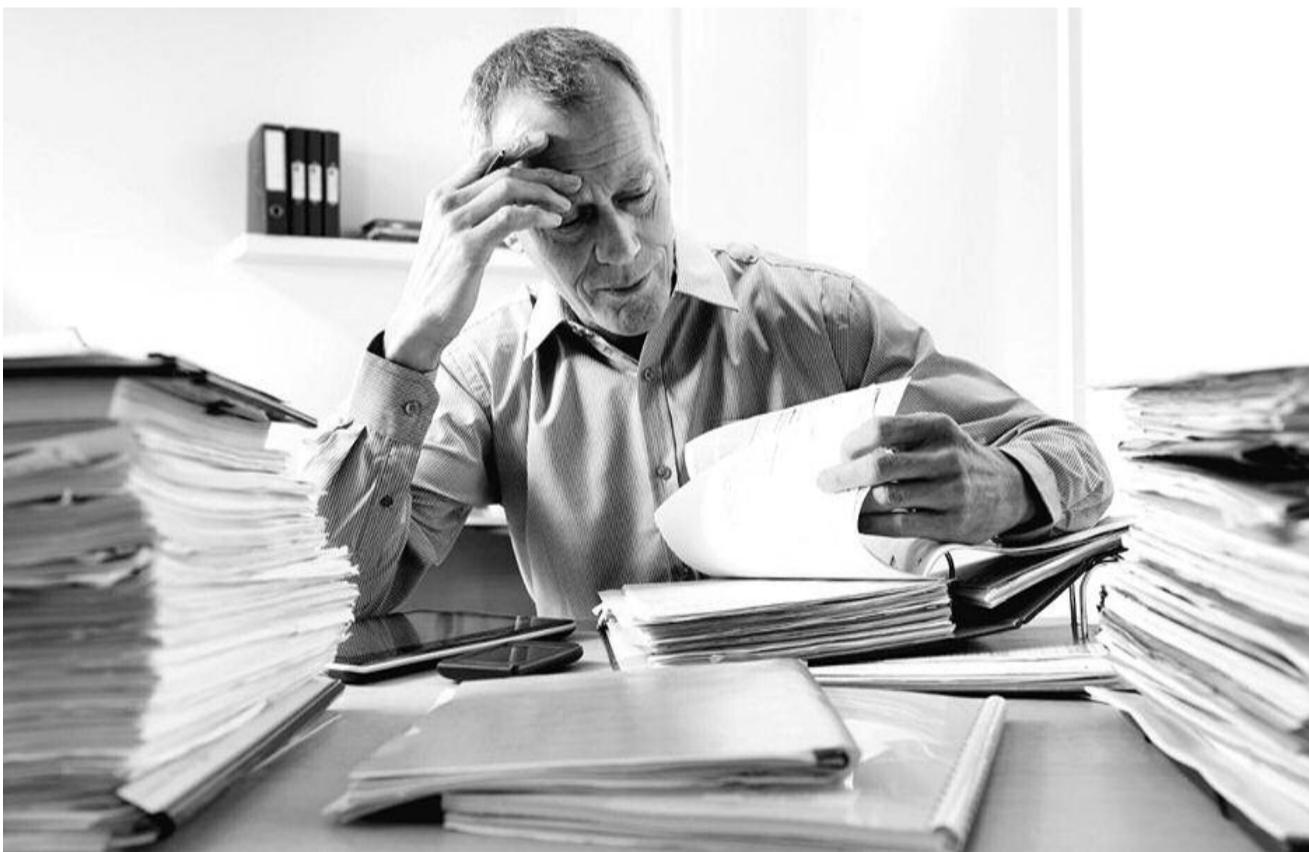
probable que le rythme s'accroisse à mesure que de nouveaux pays entrent en récession, il y aura des conséquences prolongées et dévastatrices tant pour les populations des pays développés que des économies émergentes et en développement  
1.- La crise d'octobre 1929 a été marquée par le krach consécutif à une bulle spéculative, dont la genèse remonte à 1927. La bulle fut amplifiée par le nouveau système d'achat à crédit d'actions, les investisseurs pouvant acheter des titres avec une couverture de seulement 10 %. Le taux d'emprunt dépend du taux d'intérêt à court terme ; la pérennité de ce système dépend donc de la différence

bradés sur le marché, sans trouver toutefois preneur. Les épargnants paniquent et se précipitent auprès de leur banque pour retirer leur argent. Bientôt des centaines de milliers d'actionnaires se trouveront ruinés ; les banques ne purent se faire rembourser leurs crédits et les épargnants retirent leur argent de leurs comptes. Un grand nombre de banques n'ayant pas les moyens de rembourser, leurs clients furent faillites. Pour s'en sortir le seul moyen des banques furent de stopper les prêts à l'étranger et de réclamer le remboursement de ceux déjà effectués. De plus les capitaux américains cessent de circuler autour de la planète, la conséquence inévi-

table fut l'expansion de la crise à l'ensemble des pays industrialisés. Entre le 22 octobre et le 13 novembre 2009, l'indice Dow Jones passe de 326,51 à 198,69 (39 %), ce qui correspond à une perte virtuelle de 30 milliards de dollars, dix fois le budget de l'État fédéral américain de cette époque. Par un effet de dominos, c'est l'ensemble de la Bourse qui s'effondre, et la chute de 1930 à 1932 est supérieure à celle de l'année 1929. Le 8 juillet 1932, le Dow Jones tombe à 41,22, son plus bas niveau depuis sa création en 1896. La baisse des prix fut générale et atteignit environ 30% de 1929 à 1932. Suite à la hausse des taux d'intérêt en avril 1929, lorsque survient la première stagnation des cours, le remboursement des intérêts devient supérieur aux gains boursiers et l'économie réelle montre des signes de faiblesses : ainsi, la production automobile chute de 622 000 véhicules à 416 000 entre mars et septembre et la production industrielle recule de 7 % entre mai et octobre. Ce ralentissement est en partie dû à un phénomène d'asphyxie : les capitaux disponibles accourent à la bourse plutôt que vers l'économie «réelle» La perte de confiance due à la crise boursière affecte la consommation et les investissements lors des mois suivant le krach. Les crédits se tarissant, la consommation, l'investissement et la production continuent de chuter, le chômage explose (de 1,5 millions à 15 millions en 1933), et la crise bancaire devient une crise économique en 1931. Les mesures protectionnistes telles que la loi Hawley-Smoot de 1930 sur les droits de douane, favorisent la propagation de la crise à toutes les économies occidentales à partir de 1931. Début 1933 les profondes crises sociales et économiques favorisent les interventions publiques et la naissance de différents fascismes européens. Début 1933 la crise était au plus haut aux Etats-Unis, le nouveau président, fraîchement élu, Franklin D. Roosevelt, lança le New Deal (intervention accrue de l'Etat, infrastructure pour lutter contre le chômage, assainissement des finances). La dépression recula un peu, mais c'est surtout l'entrée en guerre des Etats-Unis grâce aux dépenses militaires qui la fit disparaître en 1941. En Allemagne et en France on adopta aussi les théories de Keynes : les dépenses publiques devaient compenser le manque d'investissements privés. En 1934 le gouvernement de Laval décida le blocage du salaire des fonctionnaires ; les résultats économiques furent infimes mais l'agitation sociale s'en trouva renforcée. L'extrême droite française s'était aussi renforcée, mais le Front Populaire face à cette crise remporta les élections en 1936. En Allemagne la crise avait permis à un homme de parvenir au pouvoir : Adolf Hitler.

2.- Qu'en est-il de la crise d'octobre 2008 ? Entre le 02 janvier et le 20 novembre 2008 les plus grandes places financières ont perdu presque la moitié de leur capitalisation soit environ 35.000 milliards de dollars soit plus de deux fois le produit intérieur brut américain de 2007, touchant presque tous les pays puisque Moscou pour la même période a perdu 72% de sa capitalisation et les dirigeants asiatiques japonais, chi-

nois, indiens dis maintenant que la Aussi, je me prop crise financière int impact sur l'écono trois parties i Cependant, existe similitudes entre 1929 et celle d'oct économique préc endettement croi entre la sphère réé répercussion sur la la chute des valeur idem pour le parc ment le segment a en octobre 2008, tures, ont dégrin 32% par rapport à de 2007. Les volu sous la barre des 9 pour la première fo constructeur amér annoncé une rédu taire de 10% de s aux Etats-Unis e qu'une perte de 12 lars au troisième t trième trimestre 20 va diminuer l'ense tion de 35%. L'Euro est généralement qu'ailleurs, est par chée Il s'ensuit une de consommation e signe inquiétant du ment. Mais à la d existe une nette vol des Etats et l'écon en déflation (faible croissance négativ flation (inflation et sance). Comme en t sation des pertes banques la rapidité des banques centr FED américaine, l européenne, la bar japonaise, russe, et indienne de coordi le cercle vicieux confiance, prêts in qués qui constitue fonctionnement diale. Car, la FED avant la crise réce teur de (2%) , dep 2008 à 1,5% et ran 2008 à 1% ; pour BCE) il était de 4, 4,25%, venant d'êtr depuis le 08 octobr revu à la baisse le 0 à 3,25% La conjon se dégrade à une t BCE a baissé une taux directeur d'un quarts de point le Pour les dépôts en devait être inférieu la banque d'Anglet a été ramenée dep 2008 à 4,50% et a à 3% depuis le 06 r taux directeur de l du Japon (BoJ) e depuis février 20 directeur à 0,50% ramené depuis le 3 0,30%. Par ailleurs 1929, nous avo connexion de plus des différents pays diale supposant pa propagation plus mais également s gressive. Car tout mique et financier



flation mondiale sous-jacente (hors énergie) à environ 5 % en 2023, c'est-à-dire près du double de la moyenne sur cinq ans précédant la pandémie. Pour ramener l'inflation mondiale à un taux conforme à leurs objectifs, les banques centrales pourraient devoir relever les taux d'intérêt de deux points de pourcentage supplémentaires, d'après le modèle utilisé dans l'étude. Mais si cela devait s'accompagner de tensions sur les marchés financiers, la croissance du PIB mondial ralentirait à 0,5 % en 2023, soit une contraction de 0,4 % par habitant qui correspondrait à la définition technique d'une récession mondiale. Ainsi selon la BM si la croissance mondiale ralentit fortement et il est

entre le taux d'appréciation des actions et ce taux d'emprunt. C'est le 24 octobre 1929 que la fameuse crise se déclencha aux Etats-Unis ; on appelle ce jour le «jeudi noir» ou Black Thursday ? Le krach boursier de Wall Street plongeant l'économie américaine et l'économie mondiale dans la tourmente et ce malgré l'apparente santé de l'économie américaine dont les bases de sa croissance étaient pourtant faibles. A la mi-octobre 1929 l'annonce de la baisse des bénéfices des industries poussa les spéculateurs à vendre leurs actions pendant que le cours de Wall Street était encore élevé. Cette vente entraîne une chute encore plus rapide des actions, plus de 16 millions de titres seront

table fut l'expansion de la crise à l'ensemble des pays industrialisés. Entre le 22 octobre et le 13 novembre 2009, l'indice Dow Jones passe de 326,51 à 198,69 (39 %), ce qui correspond à une perte virtuelle de 30 milliards de dollars, dix fois le budget de l'État fédéral américain de cette époque. Par un effet de dominos, c'est l'ensemble de la Bourse qui s'effondre, et la chute de 1930 à 1932 est supérieure à celle de l'année 1929. Le 8 juillet 1932, le Dow Jones tombe à 41,22, son plus bas niveau depuis sa création en 1896. La baisse des prix fut générale et atteignit environ 30% de 1929 à 1932. Suite à la hausse des taux d'intérêt en avril 1929, lorsque survient la première stagnation des



# FINANCIÈRE DE 2022, IMPLIQUE DE LES CRISES DE 1929 ET DE 2008

ent ouvertement  
a crise les atteint.  
pose d'analyser la  
ernationale et son  
mie algérienne en  
nterdépendantes.  
bon nombre de  
lacrise d'octobre  
obre 2008 : boom  
édent la crise,  
ssant et divorce  
elle et financière ,  
sphère réelle avec  
s technologiques(  
transport notam-  
utomobiles) .Ainsi  
les ventes de voi-  
golé aux USA de  
la même période  
ames sont passés  
900 000 véhicules  
ois depuis 1993, le  
ricain Ford ayant  
ction supplémen-  
sa masse salariale  
en même temps  
29 millions de dol-  
trimestre. Au qua-  
008, le sidérurgiste  
mble de sa produc-  
ope, où la situation  
«plus difficile»  
ticulièrement tou-  
e baisse du niveau  
des ménages et un  
début de licencié-  
différence de 1929  
onté de régulation  
omie mondiale est  
inflation, chômage  
e) et non en stag-  
chômage décrois-  
émoigne la sociali-  
es de certaines  
des interventions  
ales que ce soit la  
a banque centrale  
que d'Angleterre,  
même chinoise et  
nation pour briser  
du manque de  
interbancaires blo-  
l'élément vital de  
l'économie mon-  
américaine avait  
nte un taux direc-  
uis le 08 octobre  
ené le 31 octobre  
le taux européen,(  
50%, a baissé de  
re ramené à 3,75%  
e 2008 et qui a été  
06 novembre 2008  
cture européenne  
elle vitesse, que la  
nouvelle fois son  
n demi ou de trois  
4 décembre 2008 .  
n livres sterling, il  
r à 5%, le taux de  
erre était de 5% et  
uis le 08 octobre  
été revu à la baisse  
novembre 2008. Le  
a banque centrale  
est resté inchangé  
02 avec un taux  
, et vient d'être  
31 octobre 2008 à  
à la différence de  
ons en plus poussée  
à l'économie mon-  
radoxalement une  
rapide de la crise  
a résolution prot-  
système écono-  
iable repose sur la

confiance. Avec les banqueroutes répétées, le crédit interbancaire source de l'expansion de l'économie mondiale a eu tendance à s'assécher surtout au niveau des banques d'affaires qui ont connu une expansion inégale durant la période contemporaine. Or, à la différence d'une banque universelle, une banque d'affaires n'a pas la possibilité, en cas de conditions de marché difficiles, de s'appuyer sur les dépôts des particuliers pour lever des fonds pour le court terme, bien qu'elles continuent à émettre des dettes à court terme pour financer leur activité. Or, de plus en plus les établissements financiers auprès desquels les banques d'affaires se refinaient refusent en période de crise de prêter par manque de confiance dans la capacité de remboursement de ces banques. C'est cette situation qui a poussé, le FMI a adoucir sa position monétariste et la FED à injecter plusieurs centaines de milliards de dollars de liquidités sur les marchés et à étendre les accords de «swaps» avec ses homologues européenne, japonaise, britannique et suisse. C'est que l'accord swap permet aux banques centrales de se prêter réciproquement des liquidités à court terme pour stabiliser le système financier de son pays.

3.- L'essence de la crise est la financiarisation de l'économie mondiale déconnectée de la sphère réelle. Les revenus sont mal répartis entre salaires et profits, entre les plus riches et les autres. Avec cette financiarisation croissante, nous avons deux types de détention d'actions. La détention directe (ceux qui les détiennent en propres) et la détention indirecte (ceux qui les détiennent par le biais d'un intermédiaire : organismes de gestion, sociétés d'assurances-vie, caisses de retraite, SICAV). Le fait nouveau réside dans la modification rapide et importante du type d'actions détenues par les ménages. La détention directe d'actions devient minoritaire, pendant que la détention indirecte s'est fort développée. Ce sont aujourd'hui les fonds de pension qui contrôlent Wall Street gérant plus de 30% de la capitalisation boursière des USA. Ces dysfonctionnements ont été concrétisés à travers la crise des prêts hypothécaires (subprimes) en août 2007, crise qui s'est propagée à l'ensemble des bourses mondiales avec des pertes estimées à plusieurs centaines de milliards de dollars (plus de 1500 milliards de dollars estimation provisoire en mai 2008) phénomène qui n'explique pas toute l'ampleur de la crise (évitons de confondre l'essence et les apparences) que je résume en cinq étapes : les banques ont fait des prêts immobiliers à des ménages insolubles ou présentant peu de garanties, à des taux d'intérêts élevés ; diffusion des mauvaises créances dans le marché : pour évacuer les risques, les banques «titrisent» leurs créances, c'est-à-dire qu'elles découpent leur dette en produits financiers pour la revendre sur le marché. La mondialisation a fait le reste, en diffusant ces titres à risque dans les portefeuilles d'investisseurs de toute la planète. Les fonds spéculatifs (hedge funds) ont été de gros acheteurs de subprimes, souvent à crédit pour doper leurs rendements (jusqu'à 30 % par an), et faire jouer l'effet de levier, les hedge funds



empruntant jusqu'à 90 % des sommes nécessaires ; retournement du marché immobilier américain : vers fin 2005, les taux d'intérêts américains ont commencé à remonter alors que le marché financier s'esoufflait. Des milliers de ménages ont été incapables d'honorer leurs remboursements entraînant des pertes pour les banques et les investisseurs qui ont achetés les titres obligataires ont vu leur valeur s'effondrer ; crise de confiance : les banques se sont retrouvées dans une situation ou comme dans un jeu de poker, elles savent ce qu'elles ont dans leur bilan, mais pas ce qui se trouve dans celui des autres car ces mauvais crédits immobiliers ont été achetés un peu partout dans le monde et on ne sait quelle est la répartition du risque d'où une grave crise de confiance et depuis juillet 2007, cette situation fait chuter les bourses et paralyse le marché inter-bancaire, les banques ne se prêtant plus ou très peu craignant que leurs homologues soient dans une ligne rouge et intervention des banques centrales : face à la paralysie du marché, les banques centrales sont intervenus massivement début août 2007 en injectant plusieurs centaines de milliards de dollars et d'euros de liquidités. Récemment avec la crise du coronavirus, les pays du G7 ont annoncé le 27 mars 2020, leur intention d'injecter plus de 5000 milliards de dollars pour contrer les répercussions négatives de l'épidémie. Cette crise qui s'est propagée à l'ensemble de la planète a imposé la réunion du G20 tenue le 15 novembre 2008 à Washington ( USA ) ( composés des pays développés, Allemagne, Canada, États Unis, France, Italie, Japon, Royaume Uni, Espagne et des pays émergents, Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique, Russie, Turquie, ces pays représentant 85% du PIB mondial et 2/3 de la population mon-

diale. Un plan anti crise a été dressé le 31 mars 2009, avec cinq objectifs : premièrement de dégager une réponse commune à la crise financière ; deuxièmement ouvrir les pistes d'une réforme en profondeur du système financier international ; troisièmement prendre de nouvelles initiatives pour parer à d'éventuelles faillites bancaires et imposer aux banques de nouvelles normes comptables ; quatrièmement des règles plus strictes sur les agences de notation, la titrisation et les parachutes dorés ; cinquièmement accroître les dépenses publiques à travers des déficits budgétaires coordonnés, mais au profit des économies d'énergies pour le BTPH et des technologies propres pour le secteur automobile, remettant d'ailleurs en cause au pacte de stabilité européen (3% du PIB et dépenses publiques sur /PIB moins de 60%.

L'Europe le 20 novembre 2008 a convenu de dégager 130 milliards d'euros soit 1% du PIB de chaque Etat, alors que les USA prévoyaient des dépenses publiques qui s'ajoutaient aux 700 milliards de dollars, d'environ 800 milliards de dollars. Dans cette lignée, rappelons que pour la crise de 2020, les pays du G7 avaient annoncé le 27 mars 2020, leur intention d'injecter plus de 5000 milliards de dollars pour contrer les répercussions négatives de l'épidémie et que l'administration Trump avait proposé le 23 mars 2020, un plan de soutien massif à l'économie américaine, pour mobiliser 2000 milliards de dollars fortement touchée par l'épidémie de coronavirus qui a des effets sur de nombreux secteurs dans le pays, les entreprises étant paralysées. Pour l'Europe, la Chine et les USA les trois plus grands espaces économiques mondiaux, toujours pour 2020, nous avons assisté à la baisse de la production plus importante que celle du début de la crise financière mondiale de 2008. Qu'en

sera-t-il en 2023 avec un impact sur les pays en voie de développement?

En résumé, le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz estime que toutes ces actions sont des solutions de court terme les comparant à «une transfusion sanguine massive à une personne souffrant d'une grave hémorragie interne.

Le monde devrait connaître un profond bouleversement géostratégique économique, social, militaire et surtout culturel, entre 2022/2030, s'orientant vers un monde multipolaire avec l'émergence des BRICS. Il semble bien que les pouvoirs publics mondiaux n'aient pas tiré les leçons. Cela suppose l'adaptation au fonctionnement de la société qui a été perturbée depuis l'entrée en puissance des nouvelles technologies à travers Facebook qui contribuent à refaçoner les relations sociales, les relations entre les citoyens et l'Etat, par la manipulation des foules, pouvant être positif ou négatif lorsqu'elle tend à vouloir faire des sociétés un Tout homogène alors qu'existent des spécificités sociales des Nations à travers leur histoire. Ces nouvelles dictatures peuvent conduire à effacer tout esprit de citoyenneté à travers le virtuel, l'imaginaire et la diffusion d'images avec pour conséquence une méfiance accrue par la manipulation des foules, lorsque des responsables politiques formatés à l'ancienne culture ne savent pas communiquer. Face à ces expériences historiques, l'objectif stratégique est de repenser l'actuelle architecture des relations internationales système économique mondial en donnant un rôle accru aux institutions supranationales et à la société civile, d'imaginer de nouvelles règles des fonctions complémentaires des Etats et des marchés des biens et services et du travail comme facteur de régulation par une lutte contre les inégalités et les pauvretés locales et mondiales.

ademmetoul@gmail.com

BURKINA FASO

## LE CAPITAINE TRAORÉ OFFICIELLEMENT DÉSIGNÉ PRÉSIDENT DE LA TRANSITION

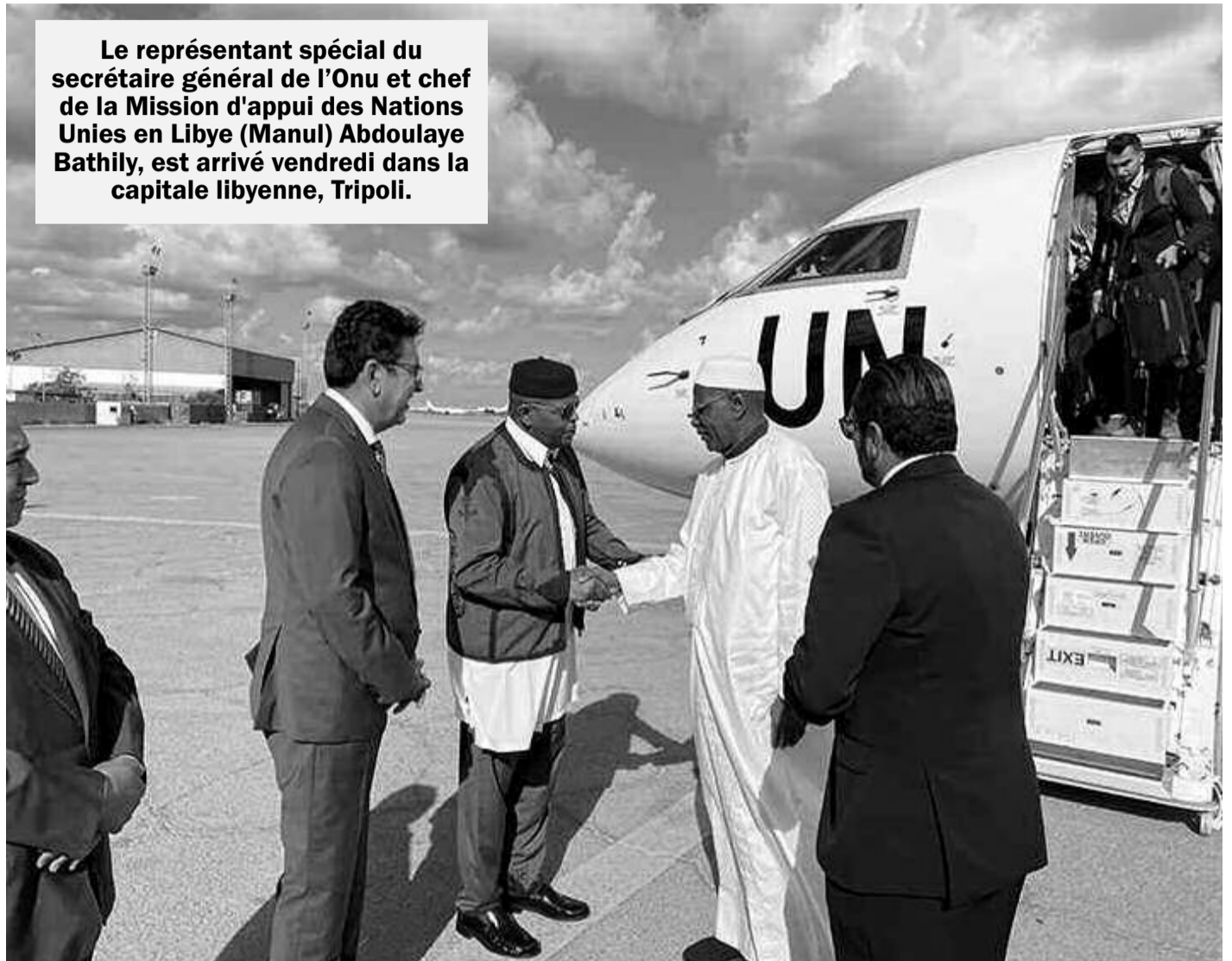
Le capitaine Ibrahim Traoré a été désigné à l'unanimité, vendredi, président de la transition au Burkina Faso à l'issue des assises nationales à Ouagadougou. L'article 5 de la charte de la transition, adopté vendredi dans la soirée, précise que le président du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) assure les fonctions de président de la transition. Le capitaine Ibrahim Traoré a signé la charte de la transition et l'acte de sa confirmation en tant que président de la transition du Burkina Faso à 22H22 GMT. Le document précise que le président n'est pas éligible aux élections législatives, présidentielle et municipales qui seront organisées à l'issue de la transition dont la durée a été fixée à 21 mois. Les participants à ces assises étaient estimés à 300 personnes, représentant les forces vives de la nation que sont les forces vives des régions, le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR, le mouvement des militaires putschistes), les forces de défense et de sécurité, les organisations de la société civile, les partis politiques, les organisations religieuses et coutumières, les volontaires pour la défense de la patrie (VDP, les supplétifs de l'armée), les personnes déplacées internes, les syndicats et les Burkinabè de l'extérieur. Depuis le début des assises, des milliers de manifestants sont descendus dans les rues de la capitale Ouagadougou et dans d'autres villes du Burkina Faso pour demander au capitaine Traoré d'assumer les fonctions de président de la transition. Huit mois après avoir renversé le président Roch Marc Christian Kaboré taxant sa gestion de la crise sécuritaire « d'inefficace », le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba a été à son tour évincé le 30 septembre dernier, par un groupe de militaires de son propre camp, conduit par le capitaine Ibrahim Traoré, âgé de 34 ans. Le capitaine Traoré et ses hommes ont accusé Damiba d'avoir opéré des choix « hasardeux » qui « ont progressivement affaibli » le système sécuritaire du pays en proie aux attaques terroristes.

R.I./agences

LIBYE:

## Le nouvel émissaire de l'Onu arrive à Tripoli

Le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu et chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul) Abdoulaye Bathily, est arrivé vendredi dans la capitale libyenne, Tripoli.



C'est la première visite du diplomate sénégalais dans ce pays miné par les rivalités politiques. Le diplomate sénégalais Abdoulaye Bathily, qui avait pris officiellement ses fonctions le 29 septembre dernier, est arrivé à l'aéroport international de Mitiga. Selon le correspondant de l'Agence Anadolu, le nouvel émissaire de l'Onu, qui avait pris officiellement ses fonctions le 29 septembre der-

nier, succédant ainsi au Slovaque Jan Kubis, a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international de Mitiga, par le sous-secrétaire du ministère libyen des Affaires étrangères à la coopération internationale, Omar Ketki. Bathily, avait inauguré sa mission en visitant la délégation libyenne à New-York, deux semaines auparavant, où il s'est entretenu avec le représentant permanent de la Libye auprès des Nations

Unies, l'ambassadeur Taher al-Sunni. La Manul, avait de son côté, annoncé que son chef prendra officiellement ses fonctions le 25 septembre 2022. Par voie de communiqué, la mission de l'Onu en Libye avait indiqué que Bathily travaillera à partir de Tripoli, et qu'il entamera une série de réunions avec de hauts responsables des Nations Unies et des représentants des États membres à New York avant son arrivée

en Libye début octobre. Abdoulaye Bathily aura la tâche difficile de résoudre la crise en Libye qui se traduit par un conflit entre deux gouvernements, le premier ayant à sa tête Fathi Bachagha, qui a été désigné par le Parlement, et le second, le gouvernement de Abdulhamid Dbeibeh, qui refuse de céder le pouvoir sauf à un gouvernement dûment mandaté par un nouveau Parlement élu.

I.M./avec agences

TCHAD

## Le gouvernement d'union nationale dévoilé

«La deuxième phase de la transition au Tchad entre véritablement dans sa phase pratique ce vendredi 14 octobre», avec «la formation de la nouvelle équipe gouvernementale» d'union nationale, a annoncé la présidence tchadienne dans un communiqué. D'après le décret signé ce vendredi par le président de transition au Tchad, le Général Mahamat Idriss Deby Itno, plusieurs personnalités font leur entrée dans le nouveau gouvernement. Le représentant du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel, Mahamat Saleh Annadif, est nommé ministre d'État, ministre des Affaires étrangères. Il remplace à la tête de la diplomatie tchadienne, Mahamat Zene, qui a démissionné du gouvernement il y a quelques semaines. Le ministère de la Transformation agricole est confié au ministre d'État, Laou-

kein Kourayo Medard, tandis que le ministère de l'Enseignement supérieur est occupé par le Dr Tom Erdimi qui a été recteur de l'université de Ndjame-na, directeur général de la coton Tchad, avant de regagner la rébellion. Erdimi est l'un des membres des groupes politico-militaires à rejoindre ce nouveau gouvernement. Daoud Yaya Brahim porté jeudi au rang de Général d'armée par le prési-

dent de transition, est maintenu au ministère des Armées, des anciens combattants et victimes de guerre. Quelques autres ministres du gouvernement sortant conservent leurs sièges, même si pour certains les appellations changent. C'est le cas de Tahir Hamid Ngulin aux Finances, au Budget et aux Comptes Publics, Djerassem Le Bemadjiel aux Hydrocarbures et à l'Énergie, Moussa Batraki à

la Prospective Économique et aux Partenariats Internationaux, tout comme Abdelkerim Mahamat aux Mines. «C'est une équipe de 44 membres, dont 4 ministres d'État, 27 ministres avec portefeuille, 3 ministres délégués et 10 secrétaires d'État», a souligné la présidence tchadienne dans son communiqué. Lors de la cérémonie de son investiture le 10 octobre, le président de transition avait

annoncé la formation d'un «gouvernement d'union nationale» qui «s'emploiera corps et âme pour que la volonté du peuple tchadien ne souffre d'aucune entorse». Le Général Mahamat Idriss Deby Itno, a souligné que «le gouvernement d'union nationale travaillera pour répondre aux préoccupations légitimes de la population tchadienne».

I.M./Agence anadolu

CÔTE D'IVOIRE

## 5 morts dans des heurts entre orpailleurs et forces de l'ordre

Cinq personnes ont été tuées dans des heurts entre orpailleurs et forces de l'ordre, à Kokoumbo, dans le département de Toumodi (centre ivoirien), a indiqué le Général de Corps d'Armée Alexandre Apalo Touré, Commandant Supérieur de la Gendarmerie Nationale, dans un communiqué samedi.

Selon le texte, les violences ont eu lieu dans l'après-midi du mercredi 12 octobre 2022. "Le Groupement Spécial de Lutte contre l'Orpillage Illégal (GSLOI) a mené une mission de démantèlement de sites d'orpillage illégalement occupés à Kokoumbo dans le département de Toumodi. Au cours de cette

mission commandée, les forces de l'ordre ont été violemment prises à partie par certains orpailleurs armés soutenus par une partie de la population", précise le communiqué. Les affrontements qui s'en sont suivis ont fait "05 décès et 22 blessés dont 06 gendarmes et 04 agents des eaux et forêts", a pré-

cisé le Général Apalo. Il rassure par ailleurs qu'une "enquête est ouverte pour faire la lumière sur cet incident." Parmi ces exploitants illégaux, plusieurs sont originaires de Kokoumbo. Ils estiment que nul n'a le droit de leur interdire l'exploitation de leurs terres.

I. M.

LIGUE 1 (8<sup>E</sup> J)

# Le PAC et l'USB gagnent et s'offrent une bouffée d'oxygène

**Le Paradou AC et l'US Biskra ont dominé respectivement le HB Chelghoum-Laïd (2-1) et l'ASO Chlef (2-0), avant-hier pour le compte de la 8<sup>e</sup> journée de Ligue 1, entamée jeudi, au moment où quatre matchs ont été renvoyés à des dates ultérieures, en raison de la participation du CR Belouizdad, de la JS Saoura, de l'USM Alger et de la JS Kabylie aux différentes joutes continentales.**

Les Zibans ont ouvert le score par Adel Lakhdari (17'), avant que Billel Boukarroum ne double la mise sur penalty à la 26', alors que le Paradou AC a peiné un peu plus contre le Hilal de Chelghoum-Laïd, dont il est difficilement venu à bout (2-1). C'était grâce à un doublé de Belkacem Bouzida (16' et 80'), et c'est l'ancien milieu de terrain de l'ES Sétif, Amir Karaoui, qui avait momentanément égalisé pour les visiteurs, à la 51'.

Un précieux succès pour le Paradou qui lui permet de se hisser provisoirement à la 10<sup>e</sup> place du classement général, ex aequo avec la JS Saoura, avec sept points pour chaque club, alors que le HBCL reste bon dernier, avec une seule unité au compteur. De leur côté, et grâce à leur succès, les Zibans rejoignent provisoirement à la septième place le promu, le MC El Bayadh, avec dix points chacun, au moment où leur adversaire du jour, l'ASO Chlef, recule d'une place, et se retrouve neuvième, avec neuf unités au compteur.

Les péripéties de cette huitième journée se poursuivront samedi, avec le déroulement du duel NC Magra - MC El Bayadh, prévu à 15h00, entre le 13<sup>e</sup> (6 pts) qui reçoit le 7<sup>e</sup> (10 pts).

Le bal de cette journée s'était ouvert jeudi, avec une énor-



me surprise, puisque l'ES Sétif, un des clubs les plus titrés de l'élite nationale, s'est incliné à domicile (2-1), contre le club promu USM Khenchela.

Les visiteurs avaient ouvert le score par l'intermédiaire de Sofiane Bayazid (58'), avant de doubler la mise par Abdelhak Sameur, ayant transformé un penalty dans les temps additionnels (90'+2), alors que l'Entente a sauvé

l'honneur grâce à Mohamed Aymen Akziz, ayant réduit la marque (2-1) à la 90'+4.

Il s'agit de la quatrième victoire de rang pour le promu, qui rejoint provisoirement à la deuxième place l'USM Alger et le CR Belouizdad, avec 12 points chacun. De son côté, l'Entente continue de broyer du noir, en alignant un troisième match sans victoire, qui le maintient en 9<sup>e</sup> position dans le classement

général, avec seulement 8 unités. Cette huitième journée a été amputée de quatre matchs, dont le "Big-Derby algérois" entre le MC Alger et l'USM Alger, tous reportés à des dates ultérieures, en raison de la participation du CR Belouizdad, de la JS Kabylie, de l'USM Alger, et de la JS Saoura aux différentes joutes continentales.

APS

LIGUE 2 (4<sup>E</sup> J)

# L'ES Mostaganem et le SC Mecheria confirment à l'Ouest, l'AS Khroub accrochée à l'Est

L'ES Mostaganem et le SC Mecheria, vainqueurs respectivement devant le MC Saida (2-0) et WA Boufarik (1-0), ont consolidé leur position en tête du groupe Centre-Ouest de la Ligue 2 amateur de football, à l'issue de la 4<sup>e</sup> journée disputée avant-hier, alors que l'AS Khroub, leader du groupe Centre-Est, a été accrochée par le NRB Teleghma (1-1). Dans la poule Centre-Ouest, les nouveaux promus, l'ES Mostaganem et le SC Mecheria, réalisent un sans faute en enchaînant un quatrième succès consécutif, qui leur permet de conforter leur place de co-leaders avec 12 points au compteur. Derrière le duo de

tête, la JSM Tiaret (3e - 10 pts) s'est imposée contre l'ASM Oran (1-0) et reste devant le CR Temouchent et MCB Oued Sly (4e - 9 pts), larges vainqueurs respectivement du SKAF Khemis Miliana (3-1) et du RC Kouba (5-2).

Dans le milieu de tableau, l'ES Ben Aknoun (6e - 7 pts) s'est imposée (3-1) devant le GC Mascara (7e - 6 pts), alors que le WA Tlemcen, également septième, a battu petitement le RC Relizane ou rien ne va plus (1-0).

Dans le duel des "mal classés", les deux anciens pensionnaires de Ligue 1, le NA Hussein-Dey et l'O Médéa se

sont quittés sur un score de parité (0-0) et restent coincés dans le bas du classement avec deux petits points.

## GRUPE CENTRE-EST : L'AS KHROUB ACCROCHÉE PAR LE NRB TELEGHMA

Dans le groupe Centre-Est, l'AS Khroub (8 points) accrochée en déplacement par NRB Teleghma (1-1), a été rejoint en tête du classement par l'US Souf et l'E Sour-Ghozlane, vainqueurs en déplacement contre l'AS Ain M'lila (1-0) et le MO Constantine (3-2).

De son côté, l'USM Annaba a enchaîné un deuxième match nul face à l'IRB Ouargla (2-2) et glisse à au quatrième rang

à une longueur du trio de tête, de même que la CA Batna tenu en échec à domicile par HAMR Annaba (0-0).

Cinquièmes ex aequo avec l'USMAN, le MC El Eulma et la JS Bordj Menaiel ont également fait match nul face à deux équipes du bas de classement, l'IB Khemis El Khechna et l'US Chaouia sur le même score (1-1).

Cette quatrième journée de Ligue 2, a été marquée par la première victoire de la saison de l'USM El-Harrach devant la JSM Skikda (4-0). Ce succès permet aux Harrachis de sortir de la zone rouge à égalité avec le NRBT désormais 10<sup>e</sup> avec cinq points.

## LIGUE DES CHAMPIONS (2<sup>E</sup> TOUR PRÉLIMINAIRE - RETOUR)

### LE CRB BAT DJOLIBA AC (2-0) ET FILE EN POULES

Le CR Belouizdad s'est qualifié avant-hier pour la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football, en battant les Maliens de Djoliba AC 2-0 (mi-temps : 1-0), en match disputé au stade du 8-Mai 1945 de Sétif, comptant pour le 2<sup>e</sup> tour préliminaire (retour) de l'épreuve.

Le Chabab a ouvert le score à la 27<sup>e</sup> minute de jeu grâce à Miloud Rebiaï. En seconde période, le rentrant Abderrahmane Bourdim a aggravé la marque (80').

Lors de la première manche disputée dimanche au stade du 26-Mars de Bamako, Djoliba AC s'est imposé sur le score de 2 à 1, dans une rencontre qui a vu l'expulsion des deux défenseurs centraux du Chabab : Sofiane Bouchar et Chouaïb Keddad.

L'autre représentant algérien dans cette prestigieuse compétition, la JS Kabylie, recevra samedi les Togolais de l'ASKO Kara, au stade du 8-Mai 1945 de Sétif (19h00).

Vainqueurs lors de la première manche disputée samedi à Lomé (2-1), les "Canaris" partiront largement favoris pour confirmer leur succès, et du coup rejoindre le CRB en phase de poules, dont la date du tirage au sort n'a pas encore été dévoilée par la Confédération africaine (CAF).

R.S.

## CYCLISME/ CLASSEMENT UCI L'ALGÉRIEN AMARI 2<sup>E</sup> CYCLISTE ARABE ET 10<sup>E</sup> EN AFRIQUE

Le cycliste algérien Hamza Amari est classé à la deuxième place arabe et 10<sup>e</sup> en Afrique, selon le classement de l'Union cycliste internationale (UCI). L'Algérien de 20 ans se classe à la 2<sup>e</sup> place avec un total de 184.33 points, à un seul point de l'émirati Youcef Mirza (34 ans), leader au classement arabe avec 185 points. Au classement des meilleurs cyclistes africains, Amari s'est pointé à la 10<sup>e</sup> position, alors que la première place est occupée par l'érythréen Girmay Biniyam (1875 pts), devant le sud-africain Louis Meintjes (1048 pts) et l'autre érythréen Natnael Tesfazion (585 pts).

Pour rappel, l'Algérien Hamza Amari qui relève encore de l'équipe des moins de 23 ans avait remporté le Tour cycliste international de Syrie.

R.S.

CÉLÉBRATION DE LA FÊTE DU S'BOUE À TIMIMOUN

# Valoriser la dimension économique du patrimoine culturel

**La valorisation du patrimoine culturel dans ses deux aspects matériel et immatériel est au cœur des stratégies tracées en la matière par le ministère de la Culture et des Arts, a indiqué avant-hier à Timimoun la première responsable du secteur, Soraya Mouloudji.**

La célébration de la fête du S'boue (Semaine) du Mawlid Ennabaoui, une halte culturelle et patrimoniale classée au patrimoine mondial, relève justement des richesses immatérielles du pays qui est en cours d'enrichissement afin de valoriser ses dimensions culturelles, économiques et sociales. Lors de sa participation aux activités du S'boue à Timimoun, en marge du premier jour de sa visite d'inspection dans la wilaya, Mme Mouloudji a précisé que son secteur accordait un intérêt à cet événement à travers la mise en place d'un programme de valorisation de différentes étapes de ce rituel festif et de ses caractéristiques. Une étude sera élaborée à l'effet de classer les différentes étapes et lieux du parcours géographique emprunté par les orga-

nisateurs et les adeptes de cette célébration à partir de son début jusqu'à sa fin, tels les sites de "Djebel S'boue", "El-Hofra", "Zaouïa de Sidi El Hadj Belkacem" et "Zaouïa du Ksar de Massine", qui racontent, tous, un intéressant parcours patrimonial dans lequel se rassemblent les habitants des Ksours du Nord et du Sud de la région de Gourara lors de cette manifestation annuelle, ajoute la ministre. Lors du premier jour de sa visite, la ministre de la Culture et des Arts a assisté à une partie des célébrations du S'boue dans la ville de Timimoun, où elle a mis en avant l'importance de cette manifestation populaire ancrée dans les coutumes des habitants de la région pour devenir ensuite une halte patrimoniale qui attire des centaines de délégations et



de visiteurs de diverses régions du pays. Elle a également assisté à un concert musical d'Ahel-

lil, présenté par une association patrimoniale dans la commune de Ksar Kadour, à l'extrême

nord de la wilaya de Timimoun. Elle préside, samedi dans la commune de Tinerkouk (nord de la wilaya), la cérémonie de signature d'une convention entre la Direction de la culture de wilaya et le Centre algérien de développement du cinéma (CADC). Mme Mouloudji inspectera, en outre, le site dédié à la réalisation du projet "Oasis de cinéma" à Timimoun, et supervisera la signature d'une convention avec le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels visant à offrir des formations dans les spécialités liées à l'industrie cinématographique.

R. C.

## PRÉSERVATION DU LEGS CULTUREL NATIONAL

### Une école de formation s'ouvre à Oran

Les structures de l'artisanat et des métiers d'Oran ont été renforcées par une école de formation et de perfectionnement du niveau des artisans permettant à ces derniers de promouvoir leurs performances et préserver le legs culturel national, a annoncé l'école. Cette école a été ouverte au niveau de la maison de l'artisanat de haï Es-Sabah (est d'Oran) en vue de couvrir le déficit accusé par les centres de formation professionnelle, développer le savoir-faire des artisans et préserver le patrimoine culturel et des métiers menacé de disparition, a souligné le gérant de cette école, Larbi Belhadjar Nabil. Créée en vertu du décret exécutif 100/97 régissant les chambres d'artisanat et des métiers, cette école propose sept spécialités qui sont : la fabrication des produits artistiques de cuir et de savon naturel, très appréciés par les citoyens et les établissements hôteliers, ainsi que la couture d'habits traditionnels, a indiqué M. Belhadjar qui supervise également la Maison de l'artisanat. L'école, affiliée à la Chambre d'artisanat et des métiers d'Oran, forme également dans le domaine de la confection, de la coiffure, du cosmétique et de la pâtisserie, selon le même responsable qui a souligné que depuis l'ouverture de cette école au premier trimestre de l'année en cours, 70 artisans ont bénéficié d'une formation. Ces spécialités, actuellement disponibles au niveau d'une même école, sont prévues dans

le Code des activités artisanales et des métiers qui dénombre plus de 337 activités artisanales, a indiqué la même source, avant de préciser que l'ouverture d'autres spécialités à l'avenir se fera en fonction de la demande, soit par les artisans ou les débutants. L'école de formation et de perfectionnement des artisans d'Oran assure une formation de

base aux débutants et un perfectionnement aux artisans titulaires d'une carte d'artisan qui souhaitent développer leur qualification, encadrés par des artisans, enseignants et spécialistes d'autres organismes nationaux liés par contrat. La durée de formation, qui n'est pas inférieure à trois mois, est en fonction de chaque spécialité.

La formation dans les spécialités artisanales se conclut par un examen final couronné par une attestation de formation qui permet aux débutants d'obtenir une carte d'artisan et de bénéficier auprès des dispositifs de l'Etat d'un accompagnement pour créer une microentreprise, selon la même source.

R. C.

## FESTIVAL RÉGIONAL DE LA CULTURE ET DES ARTS POPULAIRES SAHRAOIS

### Mettre en valeur le legs culturel sahraoui

Le festival régional de la culture et des arts populaires sahraouis qui se poursuit jeudi au camp d'Aousserd des réfugiés sahraouis constitue une vitrine sur la diversité et la richesse de la culture et le patrimoine du peuple sahraoui. Retenue dans le cadre des festivités commémoratives du 47ème anniversaire de la Proclamation de l'unité nationale, cette manifestation prévoit une série d'activités culturelles sur le legs sahraoui et ainsi que des haltes sur la résistance du peuple sahraoui pour arracher son indépendance. Ces richesses du legs et culture populaire sahraouis sont exposées au travers le "Mahsar", groupe de tentes dressées servant de galeries aux activités artistiques, des mets de l'art culinaire traditionnel sahraoui et outils traditionnels. Des tableaux et aquarelles mettant en relief des modèles d'effets vestimentaires de la femme

sahraouie, dont la Daraâ, Melhefa, la tente et le dromadaire, permettent aux visiteurs de s'initier aux us et traditions du peuple sahraoui. Intervenant en ouverture du festival, le Président sahraoui, secrétaire général du front

Polisario, Brahim Ghali, a rendu un vibrant hommage à la femme sahraouie pour les efforts fournis pour la préservation de l'identité nationale et du patrimoine sahraoui, ainsi que pour son rôle dans la protection des us et coutumes du peuple

sahraoui devant "les tentatives d'altération". Les festivités marquant le 47ème anniversaire de la proclamation de l'unité nationale (12-16 octobre) se poursuivent au camp d'Aousserd des réfugiés sahraouis sous le thème "Mettons fin à la colonisation au Sahara Occidental" en présence des délégations étrangères de solidarité avec le peuple sahraoui.

APS

## LA "SEMAINE DE LA LANGUE ITALIENNE DANS LE MONDE" EN OCTOBRE

### L'italien et les jeunes

La 22e "Semaine de la langue italienne dans le monde", organisée par l'Ambassade d'Italie en Algérie et l'Institut culturel italien d'Alger, se déroulera du 17 au 22 octobre avec un riche programme de conférences et de projections autour de la langue italienne, annoncent les organisateurs. Avec un intérêt particulier pour le rapport de la jeunesse à la langue italienne, ce programme axé autour du thème "L'italien et les jeunes" sera lancé le 17 octobre avec un série de conférences et de lectures prévue à l'Université Alger 2. Dans le cadre du programme de cette semaine, l'Italie prendra part le 18 octobre au 12e Festival international de musique symphonique, prévu du 15 au 20 octobre à l'Opéra d'Alger, et qui verra se produire l'Orchestre

philharmonique de Toscane dont les musiciens devront également animer un master-class à l'Institut national supérieur de musique (INSM). L'Institut Culturel Italien d'Alger prévoit, pour sa part, des activités et performances animées par des lycéens en plus de tables-rondes dédiées à la littérature italienne et des projections cinématographiques. Organisée depuis 2000 par le Ministère italien des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, le réseau diplomatique-consulaire et les Instituts culturels italiens en collaboration, la "Semaine de la langue italienne dans le monde" est un programme culturel axé sur la diffusion de la langue italienne à travers différents supports.

R. C.



# L'EXPRESSDZ®

Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaire, félicitations...  
 Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax : 023.70.99.92**

Ou adressez vous au Service pub : sis à la maison de la presse **Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger**

E-mail : [redaction.mehdaoui1969@gmail.com](mailto:redaction.mehdaoui1969@gmail.com)

Suivez nous sur : [www.lexpressquotidien.dz](http://www.lexpressquotidien.dz)  
 Ou sur notre page Facebook : **L'EXPRESSDZ**

# L'EXPRESS

Suivez nous sur notre page Facebook : L'EXPRESS.DZ

# L'EXPRESS

ACTUALITÉ - SOCIÉTÉ - CULTURE - RÉGION - SANTÉ

TAÏWAN, COVID, UKRAINE...

# La Chine de Xi Jinping se prépare à entrer dans une nouvelle ère sécuritaire

Le 20<sup>e</sup> congrès du Parti communiste chinois débute ce dimanche 16 octobre. Il devrait sceller l'emprise de Xi Jinping qui brigue un troisième mandat présidentiel. En raison des tensions géopolitiques, la sécurité de la République populaire devrait devenir l'objectif prioritaire par rapport à la croissance économique.

Le 16 octobre, le Parti communiste chinois (PCC) tiendra son 20<sup>e</sup> Congrès. L'évènement, qui se tient tous les cinq ans, devrait entériner la prise de pouvoir totale du président Xi Jinping sur le parti, en plaçant ses fidèles au bureau politique (le Politburo) composé de 25 membres dont 7 d'entre eux siègeront au Comité permanent, véritable exécutif du parti et du gouvernement du pays. L'obtention du troisième mandat du président Xi Jinping ne devrait être qu'une formalité, une première depuis le règne de Mao Tsé-Toung, le fondateur du PCC et de la République populaire. Reste à savoir quelle direction va imprimer le nouveau «grand timonier».

## LE CONTRÔLE DE LA POPULATION AVEC LA STRATÉGIE «ZÉRO COVID»

La gestion de la pandémie du Covid-19 à travers la stratégie du «zéro Covid» a illustré l'approche autoritaire du pouvoir chinois, avec l'exercice d'un contrôle total de la population plutôt qu'une approche pragmatique. Ces derniers mois, en préparation du congrès, le parti a été «purgé» par la puissante et redoutée Commission centrale de contrôle de la discipline qui s'occupe de la lutte contre la corruption au sein du parti qui compte 96 millions de membres

du parti (pour une population de 1,4 milliard de personnes). Le secteur privé a été mis au pas, comme l'a montré en 2021 la «disparition» durant plusieurs semaines de l'emblématique milliardaire Jack Ma, patron et fondateur d'Alibaba. La lutte contre les importantes inégalités qui se sont développées au sein de la société chinoise permet cette reprise en main. Xi Jinping devrait également mettre en avant la question sécuritaire, pour justifier un renforcement du budget de la Défense face aux Etats-Unis accusés d'alimenter les tensions géopolitiques internationales. Outre le conflit en Ukraine dans lequel la Chine a apporté un soutien mesuré à Moscou, c'est la question de Taïwan qui agite Pékin. La visite de Nancy Pelosi sur l'île a été vécue comme une provocation. Elle a donné lieu à une démonstration de force exceptionnelle de tous les corps de l'armée chinoise. Autre sujet de crispation, la dénonciation internationale en Occident de la répression à grande échelle des Ouïghours, qui vise à unifier le pays dans un nationalisme qui gomme les spécificités des minorités ethniques.

## LA CROISSANCE S'ESSOUFFLE

Aussi, contrairement aux congrès précédents où elle était



centrale, l'économie devrait être reléguée au deuxième plan. «Sur le plan économique, M. Xi reconnaît que la croissance chinoise s'essouffle. (...) La population chinoise vieillit et sa main-d'œuvre diminue. La décision de M. Xi de rééquilibrer la relation entre le secteur privé et l'État a été un frein à la croissance. Sa politique zéro-Covid continue de fermer les grandes villes. Et un environnement géopolitique instable perturbe les chaînes d'approvisionnement mondiales et le commerce au sens large», résume Kevin Rudd, l'ancien Premier ministre austra-

lien dans une opinion publiée dans le Wall Street Journal. Dans ses projections publiées cette semaine, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une baisse marquée des investissements dans l'immobilier en Chine, un secteur lourdement endetté, qui avait été une des locomotives de la dynamique chinoise dans le passé. L'économie du géant asiatique devrait progresser de 3,2% cette année et rebondir à 4,4% en 2023. Une croissance qui reste faible par rapport au rythme à deux chiffres qu'a connu l'économie durant les deux dernières

décennies. Or une Chine au ralenti, c'est une demande en baisse pour beaucoup de pays exportateurs, notamment de matières premières. Xi Jinping peut toutefois se targuer qu'un des objectifs des précédents plans quinquennaux a été atteint, celui de passer d'une croissance fondée sur les exportations à celle d'une économie mature basée sur le marché intérieur. La part des exportations qui représentait 65% du PIB en 2005 est tombée à 35% en 2019, avant la pandémie, selon les données de la Banque mondiale. **La Tribune**

## L'AFRIQUE A PERDU PRÈS DE 70% DE SES POPULATIONS D'ANIMAUX SAUVAGES EN UN DEMI-SIÈCLE

Braconnage et autres interventions humaines sont à l'origine du déclin de la faune sauvage en Afrique. Ces 50 dernières années, la région a enregistré une perte d'animaux sauvages de 66%. Qu'est-ce que cela veut dire? Une chute radicale de la population d'animaux sauvages ces 50 dernières années a été enregistrée en Afrique, indique le nouvel Indice Planète vivante de 2022, publié tous les deux ans par le Fonds mondial pour la nature (WWF). Plus en détail, la perte de faune sauvage en Afrique entre 1970 et 2018 est en moyenne de 66%. En guise d'exemple, le rapport cite le Parc national de Kahuzi-Biega en RDC, où la population de gorilles des plaines orientales a diminué de 80%, en grande partie à cause de la chasse. Au total, ce déclin de la faune sauvage en Afrique est dû à la destruction de l'habitat, au braconnage et au changement climatique.

### QUID DU RESTE DU MONDE?

Pourtant, les résultats de la faune de l'Afrique ne sont pas

les seuls à être mauvais. La situation la plus déplorable a été constatée en Amérique latine et aux Caraïbes, connaissant la pire baisse régionale, avec 94%, causée par la déforestation. L'Afrique, enregistrant la deuxième baisse la plus importante, est suivie de l'Asie et du Pacifique

(55%) et ensuite de l'Amérique du Nord (20%). Les résultats sont relativement positifs pour l'Europe et l'Asie centrale où la chute ne représente "que" 18%.

### LE FUTUR EST-IL SI PRÉOCCUPANT?

Or, les données de l'Indice

Planète vivante ne font pas l'unanimité auprès de la communauté scientifique. Alors qu'environ la moitié de toutes les espèces sauvages ont tendance à se stabiliser, voire même à augmenter en nombre, certains estiment qu'il serait plus juste de se concentrer sur les plus

touchées par des risques de disparition. En même temps, de nombreux scientifiques pensent que nous traversons la sixième extinction de masse, soit la plus grande mort d'habitants de la Terre depuis l'époque des dinosaures, et que les humains en sont la cause. **Sputnik**

## PÉNURIE DE CARBURANT: LES FRANÇAIS VONT FAIRE LE PLEIN EN BELGIQUE

Alors que les stations en France ont des difficultés d'approvisionnement en raison des grèves qui durent dans les raffineries. La pénurie de carburant qui frappe l'hexagone oblige les Français à faire le plein de leurs véhicules dans les pays voisins, en particulier en Belgique. D'après la presse locale, les difficultés à trouver de l'essence et du diesel en France, en raison de pénurie constatée suite au mouvement de grève dans de nombreuses raffineries du pays, pousse les citoyens

à s'approvisionner en carburant dans d'autres pays. De nombreux usagers, du nord du pays, achètent désormais le carburant pour leurs voitures en Belgique. Et pourtant, c'est le phénomène inverse qui se produisait jusqu'à il y a encore un mois. Alors que le gouvernement français augmentait la remise sur les prix du carburant, l'écart avec les prix chez le voisin belge s'était creusé de 30 cents. Pour cette raison, les Belges vivant dans les zones proches de la frontière achetaient du carburant pour

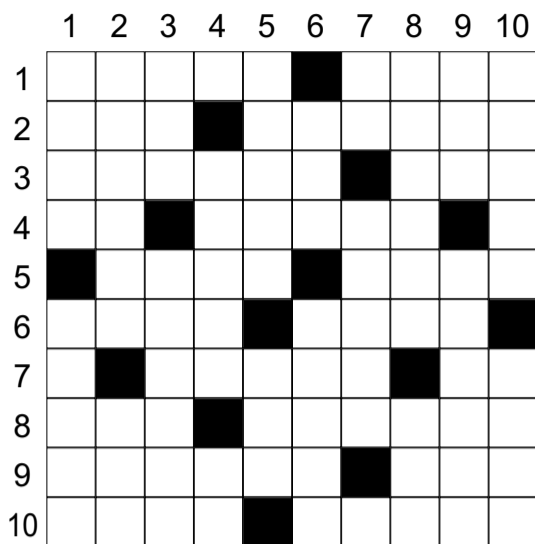
leurs véhicules en France. Pendant cette période, les stations en Belgique se plaignaient de ne pas pouvoir vendre de carburant. Mais aujourd'hui, elles sont prises d'assaut par les automobilistes français, bien que les prix en Belgique soient élevés. Les ventes dans les stations belges proches de la frontière française ont augmenté de 20 %.

### CRISE DU CARBURANT EN FRANCE

Les employés des raffineries en France se sont mis en

grève pour réclamer une augmentation de 10 % des salaires, à l'appel du plus grand syndicat du pays. La plupart des raffineries du pays ont été durement touchées par la grève. Au fur et à mesure que les grèves s'étendaient, des pénuries de carburant ont commencé dans une partie importante des stations-service du pays. De longues files d'attente se sont formées dans de nombreux endroits et une limite a été imposée sur les ventes de carburant dans certaines régions. **Anadolu Agency**

## Mots Croisés



### HORIZONTALEMENT

1- Capitale africaine - Dirigea. 2- On peut s'en passer si on a un passe-partout - Font partie de la famille. 3- Petits rongeurs - Celui des oiseaux est le vautour. 4- Préposition - Préfixe exprimant un mouvement en arrière. 5- Qui contient de la soude - Organe de sens. 6- Crainte - Il s'explique avec les gestes. 7- Fait passer d'un récipient dans un autre - La meilleure carte. 8- Les habitants son les oiseaux - Grand-mère. 9- Menue grêle - Quand on le garde c'est qu'on est malade. 10- Aise en écriture anglaise - Force d'un Etat.

### VERTICALEMENT

1- Ancien nom de port palestinien - On y trouve du sable et des rochers. 2- Range - Partira. 3- Démonstratif - Façonnes. 4- Militairement, on le reçoit sans rechigner - Pronom personnel. 5- Douze mois - Trait partant d'un corps lumineux. 6- «est» allemand - Ville algérienne. 7- Pronom personnel - Battue violemment. 8- Emprisonne - Ville d'Allemagne. 9- Préfixe signifiant nouveau - On l'appelle la botte européenne. 10- Celui des morts est le cimetière - Port de l'Hérault en France.

# 4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Canibalisme  
Kannibalisme  
Kanibalisme  
Cannibalisme

Fluorescent  
Fluorecent  
Fluoescent  
Fluaurescent

Etheromane  
Ethéromane  
Ethérommane  
Etéromane

Monaulithique  
Monolithique  
Monolitique  
Monolithic

## Les mots fléchés

INCAPABLE D'UNE SEULE COULEUR	PRIT LE SEIN PRESTIDIGITATEUR	RAYÉ	PLAISANTÉE QUELQU'UN	RÈGLE DE CONDUITE TEMPS DE VACANCES	SOMMET S'EFFORCERA (S')	PORTÉ AVEC VIOLENCE
		SUPPORTERA JALOUSIE				
CHOIX ENTRE DEUX POSSIBILITÉS RENDU UNI			ARRISSEAUX PETITS CORPS CÉLESTES			
GARDÉ SECRET CAUSAI UN PRÉJUDICE	PETIT DE VACHE BOURRICOT			FONDE		
			PUNIT DONS PROVISOIRES		VENDEUSES DE CRÈMES	
DÉGOUTÉ	STUPIDE CRUSTACÉ À PINCES			PETIT PARASITE AVANT MI		RÉPÉTÉES SANS CESSÉ
				CRIER TEL UN CERF DANS LE COUP		
VOIE RAPIDE COLÉOPTÈRE NUISIBLE	TÉLÉFILM À ÉPISODES ENTRE AUTRES				ROULE À PARIS SOURCE DU VIN	
					PAGAIE SANS EFFETS	
NON TRAITÉ MOUVEMENT		AVANT DO MOT DE DIPLOME		REFUS DE MOUFLET REPLIS		EN BOURGOGNE HABITATION
			PRÉTERES CELTES LES SIENS			
DE MÊME	COMPRIMÉE ÉLÉPHANT DE DISNEY				EXISTERA	
			T'EFFORCES (T') GRAND LAC AMÉRICAIN			
VÊTEMENT DE PLUIE	LES MIENS PARASITE EN TÊTE			APRÈS BIS	LOCH À MONSTRE PETIT SAINT	
				ÉTOFFE BOUGÉ		DO
BARATIN DÉGUSTATEURS					ARTÈRE URBAINE	
					AVIONS À RÉACTION	

## BIFFE-TOUT

### EN 7 LETTRES :

Se porte dans les grandes occasions

ACHAT	DÉROBADE	QUEL
AMIE	ECOLE	RÉEL
ANNÉE	ENGLOBER	RÉSORBER
ASPHODÈLE	FUGUER	RHINOCÉROS
ASSISTANAT	GOVERNANT	RIVAGE
ASTIGMATE	HÉMOPHILE	ROMAINE
ASTRAKAN	LACRYMALE	SALON
BENZÈNE	LAIT	SAUVETAGE
BERCAIL	LASAGNES	SCEAUX
BIOSPHERE	LAVÉ	SÉQUOIA
BOUTON	MARDI	SÉRUM
BRIQUE	MÉCHANT	SOULIGNER
CADENASSER	MÉNAGE	SOURD
CAMPÉ	NITRE	SUITE
CHAUSSON	OCCIS	SUSPENS
CIME	OCRE	TALUS
COMPTABLE	OMISSION	TRANSPLANT
CONCERTO	OTARIE	TRIER
COQUILLE	OUTRÉ	USER
COURT	PATATE	VOICI
COUVERCLE	PICOT	

T	N	A	N	R	E	V	U	O	G	S	O	R	E	C	O	N	I	H	R
R	A	S	P	H	O	D	E	L	E	C	O	M	P	T	A	B	L	E	A
A	A	E	T	R	A	I	T	N	O	S	S	U	A	H	C	R	C	S	
N	S	S	E	S	E	L	B	A	V	E	R	C	N	I	M	O	E	O	S
S	U	B	T	N	E	C	A	M	P	E	I	I	R	N	M	M	S	U	I
P	S	E	D	R	E	I	O	V	E	M	T	E	O	I	A	F	O	V	S
L	P	R	E	R	A	Z	R	E	R	I	T	S	R	U	S	R	E	T	
A	E	C	R	T	U	K	N	A	E	R	U	S	D	G	A	O	B	R	A
N	N	A	O	T	I	O	A	E	T	O	I	I	U	L	U	U	E	C	N
T	S	I	B	R	O	U	S	N	B	O	S	E	O	T	T	L	R	L	A
R	E	L	A	U	K	I	S	R	N	E	R	N	R	O	A	I	E	E	T
E	L	E	D	O	C	E	I	R	N	T	N	E	C	I	E	G	L	O	E
S	L	T	E	C	R	V	E	G	I	T	N	I	T	G	A	N	I	T	T
S	I	A	O	U	A	B	A	C	A	I	P	A	A	C	A	E	H	R	A
A	U	T	M	G	O	S	I	L	L	R	N	N	H	M	R	R	P	E	M
N	Q	A	E	L	A	O	U	E	E	N	E	A	I	C	O	N	O	C	G
E	O	P	G	L	V	S	U	S	E	M	T	E	O	G	E	R	M	N	I
D	C	N	B	R	I	Q	U	E	A	I	O	U	Q	E	S	M	E	O	T
A	E	S	C	E	A	U	X	E	G	A	T	E	V	U	A	S	H	C	S
C	L	A	C	R	Y	M	A	L	E	E	R	E	H	P	S	O	I	B	A

### SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

#### MOTS FLÈCHES

**HORIZONTALEMENT**  
ENCOURUE - IVRE - HORTENSIA - IS - BANC - MEANDRES - BIERES - TUE - O - GIFLES - NECTAR - TEES - TORSADE - FERTILE - V - PO - E - NE - TETARD - BD - REGAIN - GAI - EPI - IMBIBE - J - ABUSIF - ERE - LO - ON - DENT - NAIN - TRACCERA - M - CV - DI - MESSAGERS - PESO - REALISEE - REND - AMER - RN - MARTEAU - SOFAS.

**VERTICALEMENT**  
INHABITE - DEBORDERA - CONIFERE - PUNAISSER - PORCELET - RIS - C - ONT - UT - RESINE - IDEM - DE - CREMES - LEGIFERER - A - UNES - TE - AM - NASEAU - PESA - NO - TIBET - SAM - INTERVENIR - MALES - VIADUCS - T - BEN - GIRO - B - RETAPAGE - ACES - F - BRIE - ADORA - LIVRERA - ESSORE - DIJON - SENS.

#### MOTS CROISÉS

**HORIZONTALEMENT**  
1- AARON - ACTE 2- BRU - ASSAUT 3- EDEN - TE - SEA 4- LE - ATLAS - L 5- NOTE - REVE 6- ETNA - AIRE 7- N - GLAND - NE 8- FIL - NIERAS 9- EDESSE - UNS 10- RESO - RENTE.

**VERTICALEMENT**  
1- ABEL - ENFER 2- ARDENT - IDE 3- RUE - ONGLES 4- O - NATAL - SO 5- NATTE - ANS 6- SEL - ANIER 7- AS - ARIDE - E 8- CASSE - RUN 9- TUE - VENANT 10- ÉTALE - ESSE.

**4x4** Rétrécissement - Molletière  
Sécessionniste - Apocalyptique

**BIFFE-TOUT : VENUS**

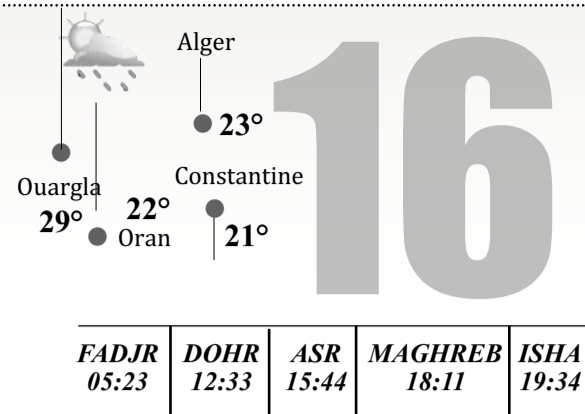
## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : L'EXPÉRIENCE ALGÉRIENNE PRÉSENTÉE À L'ASSEMBLÉE DE L'UIP

Le député à l'Assemblée populaire nationale (APN), Mohamed Anouar Bouchouit, a présenté, jeudi, lors des travaux de la 145<sup>e</sup> Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) qui se tient à Kigali (Rwanda), l'expérience de l'Algérie en matière de sécurité alimentaire, a indiqué un communiqué de la chambre basse. Lors de sa participation à une réunion de la Commission permanente de paix et de sécurité internationales relevant de l'UIP qui tient sa 145<sup>e</sup> session à Kigali, M. Bouchouit a

évoqué, dans une intervention sur la sécurité alimentaire, que les crises actuelles ont eu un impact sur le monde qui s'est traduit dans la hausse des indices des prix et la pénurie de certains produits de base. Dans ce contexte, il a souligné que l'Algérie, sous la direction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "a accordé un grand intérêt à la préservation du pouvoir d'achat des Algériens", soulignant que "la position des députés concernant cette question reçoit une

réponse favorable de la part des autorités exécutives". Le député Bouchouit a également évoqué les opérations de paix et de sécurité aux niveaux régional et mondial, soulignant que "la position ferme de l'Algérie sur les questions justes découle des principes de la Glorieuse Révolution algérienne, ainsi que la défense des droits des peuples à l'autodétermination, un principe pour lequel l'Algérie a plaidé dans tous les événements internationaux".

R.E.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 16 OCTOBRE 2022 // N°410 // PRIX 20 DA

## 5<sup>E</sup> ÉDITION DE LA "SEMAINE RUSSE DE L'ÉNERGIE" Hekkar présent à Moscou

**Le président-directeur général du Groupe Sonatrach, Toufik Hekkar, a pris part aux travaux de la 5<sup>e</sup> édition de la "Semaine russe de l'énergie", qui se tient à Moscou sous le thème "L'énergie globale dans un monde multipolaire", a indiqué jeudi un communiqué du groupe.**

M Hekkar a pris part, mercredi, aux travaux du forum, en compagnie de la délégation algérienne conduite par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab ainsi qu'aux festivités de la "Semaine russe de l'énergie", organisée "dans une conjoncture économique mondiale exceptionnelle, pour débattre des défis actuels du secteur de l'énergie et de l'industrie du gaz et trouver des solutions aux énergies renouvelables". Ce rendez-vous constitue une opportunité pour explorer les opportunités de coopération dans les domaines de l'énergie, ajoute le communiqué. Le président russe, Vladimir Poutine, a pris part à la



cérémonie d'ouverture de ce Forum qui a réuni plusieurs ministres de l'Energie, des directeurs de compagnies pétrolières, ainsi que des spécialistes en énergie venus de plusieurs pays. En marge de cette

rencontre, M. Arkab s'est entretenu avec le vice-Premier ministre russe, Alexander Novak, ainsi que les responsables de compagnies russes activant dans les domaines des hydrocarbures, des mines, de l'élec-

tricité et des énergies renouvelables. Au cours de ces entretiens, le ministre a passé en revue les opportunités d'investissement en l'Algérie, ainsi que les avantages du cadre réglementaire de la nouvelle loi sur les hydrocarbures et la loi sur l'investissement.

Pour sa part, M. Hekkar a tenu plusieurs réunions avec plusieurs directeurs de compagnies russes opérant dans le secteur des hydrocarbures, au cours desquelles il a débattu des opportunités d'investissement offertes ainsi que les partenariats réalisables dans le cadre des avantages de la loi sur les hydrocarbures, conclut le communiqué.

R.E.

SUR INVITATION DU MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES, MONSIEUR MOHAMED ARKAB  
**LE SG DE L'OPEP EN VISITE DE TRAVAIL EN ALGÉRIE DÈS AUJOURD'HUI**



Le secrétaire général de l'Opep, Haitham Al Ghais, effectuera une visite de travail à Alger du 15 au 17 octobre en cours, a indiqué jeudi le ministère de l'Energie et des Mines dans un communiqué. "Sur invitation du ministre de l'Energie et des Mines, Monsieur Mohamed Arkab, le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), M. Haitham Al Ghais, effectuera une visite de travail à Alger du 15 au 17 octobre 2022", indique la

même source. Le ministre de l'Energie et des Mines et le secrétaire général de l'Opep tiendront une réunion de travail sur la situation du marché pétrolier international et ses perspectives d'évolution à court et moyen termes, souligne le ministère. Lors de sa visite, M. Al Ghais aura également des entretiens avec les hauts responsables du secteur des hydrocarbures en Algérie, notamment avec le P-DG du groupe Sonatrach.

R.E.

## CONTREBANDE ET SPÉCULATION

### 1.117 INDIVIDUS PLACÉS EN DÉTENTION PROVISOIRE

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) ont élucidé 3.691 affaires dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la spéculation au niveau du territoire national durant les 9 derniers mois de l'année 2022, qui se sont soldées par le placement en détention provisoire de 1.117 individus et la mise de 236 autres sous contrôle judiciaire, a indiqué, jeudi à Alger, le directeur de la sécurité publique et de l'emploi au Commandement de la Gendarmerie nationale, le colonel Lounis

Mili. Lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan des activités des unités de la Gendarmerie nationale en matière de lutte contre la contrebande, la spéculation, le détournement des produits de large consommation subventionnés et les pratiques commerciales frauduleuses, le colonel Mili a indiqué que "partant de l'importance extrême accordée par le commandement de la Gendarmerie nationale à la sécurité alimentaire, des plans d'actions annuels et conjoncturels en cas de

découvert toute pénurie dans l'approvisionnement du marché sont mis en place". Suite à l'observation d'une pénurie de certains produits de consommation durant la dernière période à l'instar d'huile de table et de la semoule, à cause de pratiques commerciales illégales (spéculation et monopole) de certains commerçants, des unités de la Gendarmerie nationale ont "élucidé 3.691 affaires impliquant 5.694 individus", a précisé le même responsable ajoutant que "1.117 per-

sonnes ont été placées en détention provisoire et 236 autres sous contrôle judiciaire". Concernant les produits saisis, il s'agit de "1.226,481 tonnes de farine, 951,097 tonnes de blé tendre, 91,698 tonnes de blé dur, 211,662 tonnes de semoule, 29,032 tonnes de sucre, 20,958 tonnes de poudre de lait, 28098 litres de lait, 418090 litres d'huile de table, 63,493 tonnes de pâtes alimentaires et 1398 têtes de bétail, soit l'équivalent de 262.500.055 DA".

R.N.

## EXTRACTION DES HUILES ESSENTIELLES DES PLANTES

### UNE ACTIVITÉ QUI ATTIRE LA FEMME RURALE À BLIDA

L'activité d'extraction des huiles essentielles des plantes médicinales et aromatiques à Blida intéresse un nombre sans cesse croissant de femmes rurales, pour lesquelles elle constitue une source de revenus et un créneau aux perspectives prometteuses, relève la Conservation locale des forêts. La disponibilité de la matière première, représentée par d'abondantes espèces végétales, médicinales et aromatiques, tout au long de la chaîne de l'Atlas Blideen, comme affirmé par des services de

la Conservation des forêts de la wilaya, a motivé la femme rurale à s'y intéresser. "Un changement notable a été opéré, ces dernières années, dans les activités traditionnelles de la femme rurale, concentrées essentiellement dans l'élevage animal, l'apiculture et l'arboriculture, suite à la préférence affichée par de nombreuses jeunes femmes universitaires, a indiqué à l'APS, le chef du service d'expansion de la ressource forestière et de la mise en valeur des terres auprès de la Conservation fores-

tière, Mohamed Mokadem, à la veille de la célébration de la Journée internationale des femmes rurales (15 octobre). La grande majorité de ces jeunes femmes sont issues de familles rurales et ambitionnent de prendre la relève des activités agricoles familiales, a-t-il précisé. Le responsable a souligné l'intérêt croissant de la femme rurale pour l'extraction des huiles essentielles aromatiques et médicinales utilisées dans les produits cosmétiques, très prisés par les femmes en quête

de cosmétiques naturels et bio. Cet intérêt notable de la femme rurale pour ce domaine d'activité a incité la Conservation locale des forêts à initier des sessions de formation de haut niveau (théorique et appliquée), axées sur les plantes aromatiques et médicinales et leur domaine d'exploitation, couronnées d'un diplôme agréé par l'Etat, ouvrant droit à son détenteur de bénéficier des différents dispositifs étatiques de soutien à la création de l'emploi.